

L'étude de l'économie médiévale : genèse et problèmes actuels.

Alain Guerreau

► To cite this version:

Alain Guerreau. L'étude de l'économie médiévale : genèse et problèmes actuels.. Jacques LE GOFF
Guy LOBRICHON. Le Moyen Age aujourd'hui. Trois regards contemporains sur le Moyen Age : histoire, théologie, cinéma, Jul 1991, Cerisy-la-Salle, France. pp. 31-82, 1997, Le Moyen Age aujourd'hui. Trois regards contemporains sur le Moyen Age : histoire, théologie, cinéma. <halshs-01152301>

HAL Id: halshs-01152301

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01152301>

Submitted on 15 May 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alain GUERREAU, « L'étude de l'économie médiévale. Genèse et problèmes actuels », in Jacques LE GOFF & Guy LOBRICHON (éds), *Le Moyen Age aujourd'hui. Trois regards contemporains sur le Moyen Age : histoire, théologie, cinéma. Actes de la rencontre de Cerisy-la-Salle (juillet 1991)*, Paris, 1997, pp. 31-82.

Une première rédaction de ce texte date de 1993, des compléments furent apportés jusqu'en 1996.

L'étude de l'économie médiévale.

Genèse et problèmes actuels

Au moment de s'engager dans une présentation des recherches sur l'économie au Moyen Age, le médiéviste est saisi d'une impression vaguement négative, qui tourne à la perplexité*. Si l'on en croit un lieu commun lancinant, l'histoire économique serait entrée, depuis une quinzaine d'années, dans une sorte de léthargie, après avoir connu au cours des décennies 60 et 70 une position de prétendue "domination". Dès que l'on cherche à préciser la signification de cet énoncé, on rencontre une masse d'observations qui la contredisent et, surtout, on s'aperçoit que les notions fondamentales - économie, histoire économique - sont étonnamment floues et que les tentatives de définition engendrent des difficultés ardues, tant pratiques que logiques.

La parution toute fraîche d'un nouveau manuel sur *L'économie médiévale*¹ offre une bonne occasion de cerner quelques points préalables. La bibliographie finale comporte, sauf erreur, 409 titres, presque uniquement des livres, choisis pour constituer un panorama assez large et le plus à jour possible des connaissances sur l'économie médiévale disponibles en 1993. Voici la répartition chronologique de cet ensemble :

jusqu'à 1950	1951-1960	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-
28	53	66	107	152	23

Cent soixante quinze ouvrages (43%) sont postérieurs à 1980, ce qui relativise le lieu commun mentionné plus haut². Une fois de plus, il apparaît à quel point on doit se méfier du verbiage de la mode et de son théâtre d'ombres. Et il ne s'agit pas seulement des caractères propres de cette bibliographie. L'ouvrage lui-même se distingue fondamentalement de son prédécesseur qui était paru chez le même éditeur en 1969, cette différence consistant pour l'essentiel en un progrès majeur. Ce n'est pas un cas particulier. On essaiera de montrer plus loin, sur pièces, que plusieurs ouvrages importants sont parus voici peu, qui marquent des avancées substantielles et ouvrent des perspectives originales.

Considération qui n'efface nullement les difficultés quant au fond qui, si elles n'empêchent pas de travailler, demeurent plus qu'embarrassantes. Peut-être serait-il permis d'oser l'hypothèse qu'une réflexion dans cette direction pourrait ne pas être dénuée de quelques conséquences pratiques.

* Quelques collègues nous ont généreusement fait part de leurs remarques, ce dont nous les remercions chaleureusement : Philippe Braunstein, Pierre Jeannin, François Sigaut, Pierre Toubert.

1. Philippe CONTAMINE, Marc BOMPAIRE, Stéphane LEBECQ, Jean-Luc SARRAZIN, *L'économie médiévale*, Paris, 1993.

2 Il faudrait analyser ces chiffres de plus près. On note en particulier, pour la dernière décennie, un palier de la production sur la fin du Moyen Age, compensé par l'essor des travaux sur le haut Moyen Age. Pour la production des médiévistes français (eux seulement) durant la période 1965-1990, Michel BALARD (éd.), *Bibliographie de l'histoire médiévale en France (1965-1990)*, Paris 1992. Cette bibliographie est divisée en vingt et un chapitres, presque tous contiennent des travaux d'histoire économique, sans cependant que l'économie apparaisse nulle part comme tête de chapitre. Pour la situation en Allemagne, notes brèves et synthétiques de Hans-Werner GOETZ, *Proseminar Geschichte : Mittelalter*, Stuttgart, 1993, pp. 53-54 et 308-312. La liste des thèmes médiévaux traités dans les Historikertage entre 1978 et 1992 ne comporte aucune question d'histoire économique (pp. 28-30)

On commencera par un retour en arrière : comment est née la recherche sur l'économie médiévale ? On examinera ensuite la portée de quelques travaux actuels, et l'on tentera pour terminer d'essayer de préciser les relations entre les notions utilisées par la recherche et les formes pratiques d'organisation de cette dernière.

Genèse

L'histoire de l'histoire de l'économie médiévale n'a pas été écrite et, depuis les années 60, les bibliographies oublient systématiquement les auteurs et les ouvrages de la période fondatrice, si bien que celle-ci est à présent entourée d'une épaisse obscurité. Résumons : l'histoire économique médiévale est née dans l'espace germanophone durant le demi-siècle qui s'étend entre 1878 et 1928. Les fondations furent posées par deux pionniers exceptionnels, Inama-Sternegg et Lamprecht ; la mise en ordre (au pas) et l'établissement d'une vulgate revinrent à von Below, Kötzschke et Kulischer. Des travaux originaux furent réalisés à la même époque en Grande-Bretagne, le reste de l'Europe n'apportant que des contributions ponctuelles.

Karl Theodor Inama von Sternegg (1843-1908)³ naquit à Augsburg et fit des études de droit et de sciences politiques à München (1860-1865) ; dès 1868, il était professeur d'économie politique à Innsbruck ; professeur à Prague en 1880, il devint en 1881 Directeur du Bureau de la statistique administrative de l'Empire austro-hongrois, et en 1884 également président de la Commission statistique centrale. Il enseigna continûment la statistique à l'université de Wien, améliora et développa les méthodes et l'organisation des institutions statistiques austro-hongroises, tout en participant activement aux efforts de coopération internationale dans ce domaine ; il devint en 1899 président de l'Institut International de Statistique⁴.

À côté de cette activité débordante d'enseignement et d'administration, Inama trouva le temps de réfléchir et d'écrire sur des sujets d'actualité : *la tendance présente à la formation de grands États* (1869), *sur l'émancipation des femmes* (1869), *la situation personnelle des pauvres à Vienne* (1892), mais aussi et surtout d'élaborer une impressionnante série d'ouvrages d'histoire économique : dès 1865, sa thèse sur *les conséquences économiques de la Guerre de Trente ans* ; puis *le système domanial au Moyen Age* (1872), *sur l'histoire des prix* (1873), *sur les polyptyques* (1877), *la formation des grands domaines en Allemagne à l'époque carolingienne* (1878), *la monnaie d'or dans l'Empire au Moyen Age* (1895), *formes originales d'organisation des terroirs en Autriche* (1896). On doit surtout retenir son énorme *Histoire économique allemande* (*Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, Leipzig, 1-1879, 2-1891, 3-1899, 4-1901). Plus de deux mille pages sur l'économie médiévale en Allemagne (le t.4 s'arrête à la fin du Moyen Age).

Comme cela ne paraît pas illogique, Inama utilise principalement les notions courantes de l'économie politique du milieu du XIX^e siècle et demeure essentiellement descriptif. On relève, de-ci de-là, quelque naïveté : action "planifiée" des carolingiens, "entrepreneurs" agricoles au XI^e siècle. Inama manifeste un évolutionnisme optimiste, lui aussi bien de son époque. Mais on est surtout frappé par la justesse de certaines vues : absence de villages dans le haut Moyen Age, taux de croissance le plus élevé au XII^e siècle, baisse relative de la population au XV^e siècle. Le *Vorwort* du premier volume constitue un

3 Pour tous les auteurs allemands, on s'est surtout servi des notices de la *Allgemeine deutsche Biographie* (1875-1912), et de la *Neue deutsche Biographie* (1953-).

4 Eric BRIAN, "Statistique administrative et internationalisme statistique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle", *Histoire & Mesure*, 3/4-1989, pp. 201-224. Alain DESROSIERES, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, 1993.

véritable programme fondateur : attaque contre l'histoire politique et militaire, nécessité de reconnaître les traits spécifiques de l'économie de chaque époque, nécessité de définir les espaces concernés, équilibre à trouver entre phénomènes de production et procès de répartition au travers des catégories sociales, avantages décisifs des méthodes statistiques, retour systématique aux sources originales.

Athéna sortant tout armée de la tête de Zeus ! Pour l'essentiel, ce programme reste d'une parfaite actualité et l'on est fondé à se demander dans quelles conditions il a pu se faire que *le premier livre*, jamais publié, qui fût intitulé "histoire économique", débute d'emblée par une proclamation d'une lucidité aussi stupéfiante.

Il faut considérer un point qui n'est pas de détail : Inama ne se considérait pas comme un *reiner Historiker* mais comme *Nationalökonom*, c'est-à-dire ce que nous appellerions à présent un économiste. On a dit plus haut qu'il avait enseigné l'économie politique et les statistiques, jamais l'histoire. Et Inama a produit des écrits sur les fondements de l'économie politique, notamment sur Adam Smith. Bavaïois d'origine, il fit toute sa carrière dans l'Empire austro-hongrois. Tout cela le plaçait aux antipodes de la tradition de Ranke, des MGH et de l'histoire prussienne, alors à son acmé. Il appartient à la première génération qui subit vivement l'influence de la *ältere historische Schule der Nationalökonomie*, illustrée par les trois noms célèbres de Wilhelm Roscher, Bruno Hildebrand et Karl Knies, qui publièrent leur premiers grands travaux dans les années 1840 et 1850. La conviction commune de ces économistes résidait dans leur refus d'admettre la possibilité d'une économie politique abstraite, indépendante des lieux et des temps. Chez W. Roscher notamment, cette conviction s'appuyait sur l'idée que la société n'est pas un tas d'individus, et que les régularités observables ne résultent pas des intentions des acteurs. Chez Hildebrand, le plus engagé politiquement, apparaît nettement l'idée d'"étapes" du développement, qui fut reprise ultérieurement par Karl Bücher.

Ces auteurs participaient selon des modalités variées à l'évolutionnisme courant dans la bourgeoisie européenne du XIX^e siècle, mais leurs préoccupations nationales, et sociales aussi, les amenaient à concevoir l'économie comme un simple élément d'un tout social toujours spécifique. L'influence de cette école fut considérable mais, pour diverses raisons tenant notamment à la rigidité du système universitaire allemand et aux liens étroits des historiens avec l'idéologie prussienne, cette influence, paradoxalement, n'atteignit guère les historiens. Inama, au contraire, se situe bien dans cet espace ; la variété de ses intérêts et son énorme puissance de travail lui permirent de réaliser, à côté en somme de son métier de statisticien et d'économiste, la première histoire économique véritable qui, en dépit de son isolement, s'impose comme un monument fondateur.

Le cas de Lamprecht éclaire vivement, a contrario, la résistance fanatique des historiens universitaires allemands à l'intrusion de l'histoire économique. Karl Lamprecht (1856-1915) reçut une formation d'historien tout à fait classique pour l'époque, mais fut aussi influencé par W. Roscher ainsi que par Jakob Burckhardt⁵. A partir de 1880, il reçut un soutien décisif de Gustav Mevissen, banquier et président de la Société des chemins de fer rhénans, un des chefs de file les plus actifs du libéralisme rhénan depuis 1848. Mevissen accorda à Lamprecht un soutien matériel efficace dans la perspective d'une histoire régionale pour ainsi dire "totale", jusqu'alors jamais pratiquée. Sous le titre *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter* parurent en 1885-1886 quatre volumes analysant ce que nous appellerions l'histoire économique et sociale des régions mosellanes au Moyen Âge. Il s'agit de la première "grande thèse d'histoire régionale". La richesse de l'information, le large éventail de questions

⁵ Luise SCHORN-SCHÜTTE, *Karl Lamprecht. Kulturgeschichte zwischen Wissenschaft und Politik*, Göttingen, 1984. Roger CHICKERING, *Karl Lamprecht : a German Academic Life (1856-1915)*, New-Jersey, 1993.

traitées, l'originalité d'une approche spatiale systématique font de cet ouvrage un texte qui, un siècle plus tard, conserve l'essentiel de son intérêt scientifique.

La lecture de ce livre montre un empiriste, éloigné de tout programme abstrait. Les diverses accusations portées par ses collègues contre Lamprecht à cet égard ne sont des calomnies à la fois haineuses et grotesques qui déconsidèrent et disqualifient leurs auteurs. Lamprecht ne faisait rien d'autre que d'utiliser les notions courantes de l'économie politique de son époque, assez voisines de celles des praticiens. D'abord professeur à Bonn, Lamprecht enseigna ensuite de 1891 à 1915 à Leipzig. En 1895, une levée de boucliers hystérique se dressa contre la perspective de son arrivée à la tête de la *historische Zeitschrift*⁶. A partir de 1904, il voyagea aux États-Unis, où il noua des contacts et d'où il rapporta des idées nouvelles sur l'organisation des universités qu'il tenta de mettre en application à Leipzig (en vain). A partir de 1910, il collabora à des mouvements pacifistes. Il serait irréaliste de penser pouvoir résumer les apports de Lamprecht en quelques lignes ; compétent en histoire de l'art médiéval, Lamprecht tenta d'articuler la toponymie et l'histoire du peuplement avec celle du paysage et de l'occupation du sol, de former un ensemble cohérent avec l'économie, le droit, les institutions et la culture en un sens très général. Les historiens de la "culture matérielle" peuvent aussi revendiquer Lamprecht comme père fondateur. Bien entendu, dans ce cadre, l'histoire politico-diplomatique au sens de Ranke et de la Preussische Schule devenait une affaire latérale, quasi insignifiante. Et c'est cela fondamentalement que l'idéologie étatico-militaire de l'oligarchie prussienne ne pouvait supporter, car une telle vision de l'histoire réduisait à néant les fondements de la légitimité et du maintien de la domination sociale de cette oligarchie.

On doit accorder plus qu'une mention à Karl Bücher (1847-1930). Après des études d'histoire et de philologie, il se tourna vers l'enseignement de la statistique et de l'économie politique. On lui doit sans doute le premier très grand travail de démographie historique, l'étude détaillée de la population de Frankfurt-am-Main aux XIV^e et XV^e siècles⁷. Il est surtout connu pour six brefs essais qu'il publia en 1893⁸, dont le premier, « Die Entstehung der Volkswirtschaft », contient l'idée d'une évolution générale de l'économie en trois étapes, l'économie domestique, l'économie urbaine, l'économie nationale, image qui est restée attachée à son nom. A la lecture de ce texte, on est surtout frappé par l'importance accordée à la notion de système économique (bien plus qu'à celle de *Stufe*), et c'est bien là le point central qui distinguait fondamentalement l'histoire proprement économique de toutes les analyses partielles sur le commerce, la monnaie, le système agraire, la théorie économique ou les prix.

La suite de l'histoire est presque trop logique pour sembler réelle : ce fut un junker prussien qui se chargea d'intégrer l'histoire économique à l'histoire générale, Georg von Below (1858-1927). Après des études entamées à Königsberg, v. Below entra dans la carrière universitaire en 1889, se fixant enfin à Freiburg-in-Breisgau en 1905. Son activité d'historien consista à remanier les diverses parties des études historiques de manière à pouvoir les transformer en éléments constitutifs d'une grande histoire politique toujours et encore au sens de Ranke. Le procédé mis en œuvre de manière assez systématique revenait à tout

6 Georg G. IGGER, *Deutsche Geschichtswissenschaft. Eine Kritik der traditionellen Geschichtsauffassung von Herder bis zur Gegenwart*, München, 1971, pp. 256-260. Wolfgang WEBER, *Priester der Klio. Historisch-sozialwissenschaftliche Studien zur Herkunft und Karriere deutscher Historiker und zur Geschichte der Geschichtswissenschaft 1800-1970*, Frankfurt, 1984. Alexander DEISENROTH, *Deutsches Mittelalter und deutsche Geschichtswissenschaft im 19. Jahrhundert*, Rheinfelden, 1983.

7 *Die Bevölkerung von Frankfurt am Main im XIV. und XV. Jahrhundert. Sozialstatistische Studien*, Tübingen, 1886 (736 p.).

8 *Die Entstehung der Volkswirtschaft. Sechs Vorträge*, Tübingen, 1893. Le livre fut bientôt traduit en anglais, puis en français, avec une préface de Pirenne.

réinterpréter au travers des cadres de l'histoire du droit, pour parvenir à montrer le caractère public et juridique de la structure d'État présente depuis l'Antiquité, cette structure étant naturellement conçue au travers des notions juridiques de la fin du XIX^e siècle.

Son gros volume *Probleme der Wirtschaftsgeschichte* (1920) s'ouvre par un bulletin de victoire : "die historische Schule hat auf den Lehrstühlen ihre Vorherrschaft verloren"⁹. Autrement dit : l'influence délétère de Roscher, Knies et Hildebrand sur une partie de l'université a fait long feu ! (sont visés aussi bien List, Bücher, Schmoller, Sombart). Von Below explicite sa conception individualiste de l'histoire : "der Fortschritt, der immer individuell ist..."¹⁰; sa vision de l'harmonie sociale : "Grundherren und Bauer teilen sich in die Arbeit und den Erfolg"¹¹. Il rejette bien sûr toute notion de stade, toute spécificité d'une époque : les distinctions sont, toutes, seulement quantitatives. C'est une litote de dire qu'ainsi l'histoire économique est, dès lors, véritablement encasernée.

Peu après cette attaque au canon, paraît en 1924 à Jena la *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte* de Rudolf Kötzschke (1867-1949). Celui-ci avait rencontré Lamprecht à l'époque de ses études et il passa toujours pour un de ses partisans, si bien qu'il ne devint professeur qu'en 1905 et qu'on le fit attendre encore vingt-cinq ans pour le laisser devenir *ordinarius*. C'était un spécialiste de l'histoire agraire médiévale et on peut le considérer comme le père de la Siedlungsforschung. En dépit de l'opinion de ses collègues, Kötzschke différait sensiblement de Lamprecht ; l'éventail de ses intérêts était considérablement moindre, et il rejetait explicitement l'héritage de l'économie historique, se réclamant de manière éclectique d'Inama, Lamprecht, von Below (!), mais aussi des anglais Rogers et Cunningham ou du français Levasseur. Chacun de ses chapitres débute par un exposé sur la *Verfassung*, marquant ainsi sa résolution d'intégrer les "aspects économiques" dans une histoire centrée sur autre chose. Le binôme agraire/urbain apparaît déjà ici comme une séquence canonique¹².

C'est en 1928 que paraît enfin en allemand le manuel qui, d'une certaine manière, clôt et résume cette période de fondation, et au travers duquel les principaux acquis de la Wirtschaftsgeschichte furent transmis aux générations suivantes : la *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, de Kulischer (deux volumes, München-Berlin, 1928-1929). Iossif Mikhaïlovitch Kulischer (1878-1934)¹³ naquit à Kiev, fit

9 Georg von BELOW, *Probleme der Wirtschaftsgeschichte. Eine Einführung in das Studium der Wirtschaftsgeschichte*, Tübingen, 1920, p. XI.

10 *Ibidem*, p. 72.

11 *Ibidem*, p. 73.

12 Cette « spécialisation » agraire était déjà un signe de régression, le binôme agraire/urbain marquant la capitulation devant la volonté idéologique de faire éclater toute recherche d'une logique sociale d'ensemble. A cet égard, on doit souligner la profonde ambiguïté de la Agrargeschichte allemande du XIX^e siècle, qui fut un des hauts-lieux de la théorie absurde de la soi-disant *Markgenossenschaft*, et de tous les fantasmes ultranationalistes, qui prétendaient trouver dans la forme des villages une preuve de l'occupation germanique, primitive et intangible, du sol allemand. A cet égard, s'il est vrai qu'on doit reconnaître à August Meitzen (*Siedlung und Agrarwesen der Westgermanen und Ostgermanen, der Kelten, Römer, Finnen und Slawen*, Berlin, 1895) le mérite d'avoir fait apparaître les cadastres comme un document historique de premier plan, on ne peut le faire sans insister sur l'extrême faiblesse des analyses historiques de cet auteur (qui a été reconnue), mais plus encore sur l'incongruité de la croyance en une possibilité de saisir une logique purement rurale au sein de la société médiévale (incongruité dont très peu de collègues paraissent avoir conscience). Sur l'évolution et sur les concepts de la *Siedlungsgeschichte*, voir l'analyse très fine et documentée de Pierre Toubert, « Histoire de l'occupation du sol et archéologie des territoires médiévaux : la référence allemande », *Castrum*, 5-1995, Madrid et Rome (je remercie vivement Pierre Toubert de m'avoir confié ce texte avant sa publication). En dernier lieu, Hans-Jürgen NITZ, « La géographie historico-génétique de l'occupation des sols en Allemagne. Etat actuel et évolution scientifique et historique des recherches », *Bulletin d'information de la mission historique française en Allemagne*, 30/31-1995, pp. 45-70.

13 Je remercie Nikolaï Kopossov d'avoir effectué une enquête bio-bibliographique sur cet historien, fort mal connu en France (voir, entre autres, les articles qui lui sont consacrés dans la *Grande encyclopédie soviétique*, dans l'édition de 1953 et dans celle de 1973, dans l'*Encyclopédie soviétique historique* (1965), dans l'ouvrage de

son droit à Saint-Petersbourg, où il enseigna à partir de 1908. Son histoire économique de l'Europe occidentale (dont on vient de mentionner la traduction allemande) parut en russe en 1909. Il publia encore plusieurs ouvrages d'histoire économique moderne. Bien que non-marxiste, il ne semble pas avoir subi de difficultés particulières, et resta considéré en U.R.S.S., sans discontinuité, comme un auteur sérieux. La version allemande de cet ouvrage parut au sein du *Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte*, dirigé par G. v. Below et F. Meinecke. La bibliographie est pan-européenne, et le lecteur est frappé par l'intelligence d'un texte qui, sur la plupart des questions abordées, en présentant méthodiquement plusieurs thèses, crée l'impression de débat et de réflexion. Mais on assiste aussi, plus subrepticement, à la consécration pour ainsi dire officielle du plan à tiroir bien connu : population - agriculture - artisanat - commerce et transport - monnaie et crédit - capital, capitalisation (dans le volume sur la période moderne).

Cet ouvrage fut traduit aux États-Unis en 1955, et la même année en italien par Gino Luzzato. Il fut réédité en allemand jusqu'en 1965 (au moins), et on le trouve cité en bonne place dans beaucoup de bibliographies jusque dans les années 70¹⁴. Kulischer avait réussi à donner à une vision de l'histoire économique voisine de celle de v. Below un air civilisé, tout en maintenant l'essentiel, c'est-à-dire la subordination et la marginalisation relatives de la perspective économique au sein de l'analyse historique.

On ne peut guère parler d'histoire économique en Grande Bretagne sans commencer par évoquer la figure de James E. Thorold Rogers (1823-1890)¹⁵. Après des études classiques, Rogers s'engagea dans la voie du ministère ecclésiastique au sein de la High Church, mais il abandonna cette activité et fut élu premier professeur de statistique et science économique au King's College de Londres en 1859, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort ; à quoi il ajouta ensuite un enseignement d'économie politique à Oxford. Proche de R. Cobden, il fut ensuite en contact avec John Bright et défendit les idéaux des libéraux. Agissant en faveur des nordistes durant la Guerre de Sécession, il intervint dans les domaines de l'enseignement et des coopératives ; il fut député aux Communes de 1880 à 1885, soutenant Gladstone. Après des travaux de philologie classique consacrés à Aristote et à Euripide, il s'orienta vers l'analyse empirique de l'économie historique. Son énorme *History of Agriculture and Prices in England* parut à partir de 1866 (les deux premiers volumes de 1259 à 1400), les deux derniers volumes (7 et 8, 1702-1793) furent publiés par son fils. Rogers, profitant de la richesse des archives anglaises, compila une masse considérable de listes de prix et de salaires, à partir desquelles il tenta de reconstituer l'évolution des revenus. Il mérite incontestablement le titre de premier historien des prix.

Le cas de Frederic Seebohm (1833-1912) est un peu différent. Il fut élevé dans la tradition des Quakers. Après des études de droit, il devint banquier, ce qui ne l'empêcha pas de s'occuper de questions sociales, en particulier d'éducation populaire. Il s'attacha particulièrement à l'histoire agraire anglaise, sous ses deux aspects du système manorial coercitif et du système tribal gallois. Ces deux ouvrages firent découvrir l'étrangeté et la

O. L. VAJNSTEJN, *Histoire des études soviétiques sur le Moyen Age*, Leningrad, 1968).

14 Il faut citer particulièrement Fernand Braudel, dans l'introduction du troisième volume de sa trilogie : "J'ai utilisé depuis leur parution, en 1928-1929, les deux volumes de l'*Allgemeine Wirtschaftsgeschichte* de Josef Kulischer, aujourd'hui encore le meilleur des guides et le plus sûr des répertoires" (F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. 3. Le temps du monde*, Paris, 1979, p. 8). Le succès non démenti de Kulischer en U.R.S.S. serait en soi suffisant pour marquer l'indigence théorique extrême des historiens soviétiques, marxistes autoproclamés. H.-W. Goetz le cite encore, en 1993, parmi les « noch nützliche, ältere Werke », dans une bibliographie de base pour étudiants médiévistes (*Proseminar Geschichte : Mittelalter*, Stuttgart, 1993, p. 54).

15 Pour tous les auteurs britanniques, on a utilisé les notices du *Dictionary of National Biography* (1885-).

variété des formes d'organisation sociale (dont le système de parenté) qui régissaient l'agriculture ancienne.

William Cunningham (1849-1919), écossais, fit ses études à Edinburgh, Tübingen et Cambridge. Il entra dans la carrière ecclésiastique en 1873 et s'acquitta de ses charges avec zèle. Commençant à donner des cours d'histoire économique à Cambridge en 1878, il ressentit le besoin d'un grand manuel et publia donc en 1882 *The Growth of English Industry and Commerce*, qui connut ultérieurement six éditions successives de 1892 à 1910, avec chaque fois de vastes développements supplémentaires. Cunningham était très préoccupé des rapports entre christianisme et question sociale, ce qui l'amena à prendre parti contre le libre-échange. Il voyagea beaucoup et donna des cours à Harvard. Il était convaincu que l'analyse économique ne saurait être séparée de considérations sur le progrès économique, que la réflexion doit donc partir des faits, à l'inverse de ce que faisait l'économie politique "classique" depuis Ricardo.

L'histoire économique britannique ne naît véritablement qu'avec William James Ashley (1860-1927). Celui-ci, dès ses études à Oxford, s'orienta vers l'histoire économique. Il fut appelé comme professeur d'économie politique à Toronto en 1888, et en 1892 la première chaire anglophone d'histoire économique fut créée pour lui à Harvard. En 1888 et 1893 parurent les deux volumes de son *Introduction to English Economic History and Theory*. Sans être leur élève, il se réfère à Roscher, Hildebrand, Knies et Schmoller, et énonce les principes d'une étude de l'économie complètement opposée aux perspectives de la théorie classique. Bien que cette *Introduction* traite surtout d'économie médiévale, Ashley s'intéressa de plus en plus au XVIII^e siècle. En 1900, il fut nommé professeur de commerce à la nouvelle université de Birmingham. Il était lui aussi préoccupé de questions sociales, s'engagea en faveur du protectionnisme et fit partie d'un grand nombre de commissions et comités touchant les problèmes sociaux et économiques, ce qui ralentit, sans la tarir, sa production historique. Il est resté célèbre pour sa véhémence personnelle, s'agissant en particulier de débats sur la manière d'aborder les questions économiques.

La comparaison entre l'espace germanophone et la Grande Bretagne permet d'affirmer les conclusions. Il apparaît avec toute la clarté souhaitable que l'histoire économique ne fut pas fondée par des historiens, mais par des économistes. Le rôle de l'*école d'économie historique* allemande demanderait à être précisé, mais tout laisse penser qu'on a jusqu'ici sensiblement sous-estimé tant son influence que son intérêt intrinsèque. En Allemagne, cela ne souffre guère de discussion ; le cas de William Ashley montre que cette impulsion fut ressentie également outre-Manche (et, par son intermédiaire, outre-Atlantique). D'une manière générale, les pionniers de l'histoire économique furent des hommes préoccupés des évolutions sociales qu'ils avaient sous les yeux, et tentant de diverses manières de contribuer à proposer des solutions aux difficultés sociales majeures. La plupart furent des libéraux au sens du XIX^e siècle, inspirés par une sorte d'évolutionnisme plus ou moins explicitement progressiste ; aucun d'entre eux n'étant cependant, même de loin, un révolutionnaire. On pourrait dire, en frisant l'anachronisme, qu'ils furent tous des réformistes convaincus.

Mais on est frappé aussi des différences. L'empirisme anglo-saxon ne constituait pas une structure de résistance au développement de l'histoire économique, tout en agissant comme une force d'inertie. La méfiance à l'égard de toute théorie globale constitua un frein efficace à l'encontre de toute réflexion d'ensemble sur l'économie historique, au profit d'analyses parcellaires ; il était encore plus difficile d'imaginer dans ces conditions la moindre conceptualisation. En Allemagne au contraire, la réflexion fut au point de départ, réflexion qui exigeait l'historicisation de l'approche de l'économie. Mais lorsque, dans ce mouvement, apparurent les premières grandes réalisations concrètes, les structures sociales spécifiques de

l'Allemagne étaient telles qu'éclata une hostilité paroxystique. La situation fut encore aggravée par les conséquences de la première guerre mondiale et cela se traduisit par la mise au pas et l'encasernement de l'histoire économique. L'impulsion initiale fut soigneusement et efficacement occultée ; l'histoire économique se retrouva désarticulée, marginalisée, juridifiée, subordonnée à l'idéologie politico-centrée. On ne saurait exagérer les effets de cette déroute intellectuelle, dont les effets sont encore actuels.

A ces conclusions principales, on ajoutera des remarques de trois ordres : sur les développements connexes de la réflexion sur l'économie, sur le problème de l'articulation interne de la notion même d'économie, sur Karl Marx.

En dehors de l'Europe centrale et de la Grande Bretagne, l'histoire économique, médiévale en particulier, ne connut que des développements limités et ponctuels. Pour la France, on cite couramment le nom d'Émile Levasseur (1828-1911), économiste et polygraphe, auteur de quelques travaux méritoires et surtout de manuels très diffusés, comme son *Cours d'économie rurale, industrielle et commerciale* (1868), qui contient cette proclamation : "Tout autre système que celui de la liberté individuelle, protégée par l'État et soutenue par des associations volontaires, comprime l'essor de la richesse"¹⁶. En 1902, Paul Boissonnade tentait une bibliographie de l'histoire économique en France¹⁷, que Georges Espinas commentait peu après avec tristesse¹⁸ : "on n'a pas cherché à en former une partie spéciale de l'histoire, comme on y est arrivé à l'étranger". On ne peut pas terminer ce rapide survol sans faire une place à la figure exceptionnelle de Maxime Maximovitch Kowalewski (1851-1916)¹⁹. Issu de l'aristocratie, Kowalewski fit des études de droit à Kharkow, puis à Berlin et Wien, fréquenta l'École des Chartes et s'initia à l'anthropologie à Londres, où il fréquenta assidûment Karl Marx. Professeur de droit public à Moscou en 1878, il fut chassé pour libéralisme en 1887. Il s'installa à Paris et donna des cours dans diverses universités européennes et américaines. Il rentra en Russie en 1905 et fit partie de la première Douma, déployant jusqu'à sa mort une intense activité politique d'orientation libérale. Il publia d'abord des travaux sur la Suisse, la France et l'Angleterre au Moyen Age, puis sur l'histoire de la propriété collective, sur la société caucasienne, sur la France à la veille de la Révolution, sur la méthode sociologique. En russe (1898-1900) puis en traduction allemande (1901-1914) parut en sept volumes *die ökonomische Entwicklung Europas bis zum Beginn der kapitalistischen Wirtschaftsform*, qui se donne explicitement pour la première tentative synthétique d'histoire économique de l'Europe préindustrielle. L'ouvrage traduit une volonté d'équilibre entre les divers pays d'Europe et témoigne de lectures directes des documents d'une ampleur exceptionnelle. Mais Kowalewski reste engoncé dans l'interrogation sur les origines du droit de propriété, qui hanta toute l'historiographie européenne de la seconde moitié du XIX^e siècle sans aboutir à rien, car les notions employées étaient complètement inappropriées ; de même, les derniers volumes sont consacrés à la disparition de la servitude paysanne, et traduisent plus les difficultés de la Russie au tournant du siècle que la dynamique des rapports sociaux en Europe occidentale aux XIV^e-XVIII^e siècles. Essai qui ne

16 Emile LEVASSEUR, *Cours d'économie rurale, industrielle et commerciale (enseignement secondaire spécial)*, Paris, 1868, p. 339.

17 Paul BOISSONNADE, "Les études relatives à l'histoire économique de la France au Moyen Age. Leur état actuel", *Revue de synthèse historique*, 4/5-1902.

18 Georges ESPINAS, "Une bibliographie de "l'histoire économique de la France au Moyen Age"", *Le Moyen Age*, 10-1906 (Cite les trois gloires nationales, Augustin Thierry, Benjamin Guérard, Félix Bourquelot, dont aucun cependant n'écrivit sur l'histoire économique à proprement parler).

19 Je tire l'essentiel de mes informations de l'édition, munie de compléments surabondants, des notes prises par K. Marx sur le livre de M.M. Kowalewski, *Obščinnoe zemlevladienie*, Moscou, 1879, publiées par H.-P. Harstick (Hans Peter HARSTICK (éd.), *Karl Marx, über Formen vorkapitalistischer Produktion. Vergleichende Studien zur Geschichte des Grundeigentums 1879-1880*, Frankfurt, 1977, notamment pp. 5-8).

correspond donc pas tout à fait à ce qu'on s'attend à trouver sous ce titre, essai grandiose cependant.

Un mot en passant sur l'évolution de l'économie politique durant cette période²⁰. Aux critiques de tous ceux qui s'en prenaient aux préjugés naturalistes et fixistes de l'économie politique classique, celle de Smith-Ricardo-Malthus, s'opposa assez brutalement, dans les années 1870, une nouvelle "école", que l'on convient ordinairement de dénommer marginaliste. Presque simultanément, l'anglais Jevons, le français Walras et l'autrichien Menger proposèrent d'identifier valeur et prix, en concentrant toute l'attention sur la fixation de ceux-ci au travers de la fameuse "loi de l'offre et de la demande". La "jeune école historique" allemande critiqua vivement ces positions, et il s'ensuivit une controverse très virulente. C'est exactement dans ce contexte qu'il faut replacer la production, en vérité aussi profuse que filandreuse, que l'on range sous l'étiquette pompeuse de "néo-kantisme", dont l'unique objectif était de parvenir à saper les fondements de la connaissance historique et, par là, à interdire toute critique de l'économie politique abstraite au nom de considérations historiques. Et l'on assiste logiquement, au début du siècle, au triomphe universitaire conjoint du marginalisme en économie et du néo-kantisme en philosophie, tandis que l'histoire économique connaît le sort que l'on a résumé plus haut.

Il convient d'aborder ici, de manière préliminaire, une difficulté récurrente : qu'est-ce qui différencie une "histoire économique" d'une collection de recherches sur l'agriculture, l'artisanat, la monnaie et le commerce ? Bien entendu, il est facile de voir qu'en pratique, beaucoup d'ouvrages intitulés "histoire économique" ne sont que de laborieuses juxtapositions établies selon un ordre plus ou moins canonique. On constate non moins aisément que, dès le XVIII^e siècle, parurent, en quantités croissantes, des ouvrages sur "le trafic du port de N. au Moyen Age", "l'évolution des frappes monétaires du royaume de X. au XIV^e siècle", "la situation des classes rurales de la région Y. du XII^e au XV^e siècle", "les origines des villes du Z.", etc.. Ce furent ces publications qui frayèrent la voie à l'histoire économique proprement dite, qui se distingue, grosso modo, par deux traits : 1. l'idée que l'ensemble des processus de production et d'échange forme un tout articulé ; 2. une préoccupation marquée pour l'évaluation quantitative de tous les objets et de tous les processus considérés. Et ces traits sont le produit direct de l'intrusion de l'économie politique dans l'étude du passé. Ce furent ces deux orientations qui entraînèrent une violente résistance, non pas le fait de s'intéresser aux foires de Y. ou à l'évolution de l'élevage du mouton dans la région de Z.

Il reste enfin que, si l'on considère que l'histoire économique fut en gestation en Allemagne entre 1840 et 1885, c'est-à-dire entre les écrits des premiers représentants de la *ältere Schule der Nationalökonomie* et ceux d'Inama et de Lamprecht, on ne peut manquer de noter l'exacte concordance avec la période d'activité intellectuelle de Karl Marx.

Comme on l'a montré, l'impulsion fut donnée par la *ältere Schule*, qui se développa sans aucun rapport avec Marx. Celui-ci, de son côté, ne semble avoir lu que W. Roscher, tardivement (1862), et il ne le cite que pour s'en gausser dans plusieurs notes du livre I du *Capital* (1867)²¹. Parmi tous les auteurs cités plus haut, Kowalewski est le seul qui ait eu de

20 Très intéressante analyse : Alain ARNAUD, Michel BARILLON, Mohammed BENREDOUANE, "Esquisse d'un tableau historique de la neutralisation de l'histoire dans l'économie politique libérale. Les enjeux épistémologiques de vieilles controverses", *Revue économique*, 42-1991, pp. 411-436 (numéro consacré à "Économie et histoire, nouvelles approches", sous la direction de Pierre Dockès et Bernard Rosier, qui mérite une lecture intégrale).

21 Sur les lectures historiques de Marx, il faut se référer à la grande étude de H.-P. Harstick, "Karl Marx als Historiker", in Hans-Peter HARSTICK, Arno HERZIG, Hans PELGER (éds), *Arbeiterbewegung und Geschichte. Festschrift für Shlomo Na'aman*, Trier, 1983, pp. 166-232. Les références sur Roscher, p. 225. Si l'on accepte les conclusions de notre enquête (naissance de l'histoire économique entre 1878 et la fin du XIX^e

réels contacts avec Marx. Kowalewski, impressionné et sans doute influencé, ne devint pourtant nullement ce qu'on appelle un marxiste. Marx de son côté n'a jamais fait œuvre d'historien ; les quelques esquisses qu'il rédigea visaient à établir la généalogie de tel ou tel rapport social, l'objectif étant toujours de montrer le caractère récent et historiquement daté de tel ou tel élément du système capitaliste²². De ce point de vue, la visée est *parallèle* à celle de l'école historique. Mais Marx va beaucoup plus loin en ce sens qu'il parvient à un véritable démontage pièce par pièce de l'économie politique classique, grâce auquel il peut mettre au jour l'ensemble des fictions sur lesquelles repose ce discours. Dès lors, il peut montrer, dans le cas du capitalisme, l'identité entre le fonctionnement et la dynamique du système, jetant ainsi les fondements d'une approche des sociétés où la logique interne et le mouvement de transformation sont une seule et même chose : programme le plus rationaliste jamais proposé aux sciences sociales.

La capacité d'analyse critique et l'imagination théorique de Marx étaient sans commune mesure avec celles de tous les représentants de la *historische Schule*. On doit songer à la situation concrète de Marx. Il recueillit, au travers d'Eduard Gans notamment, l'héritage intellectuel de Hegel et les outils intellectuels les plus aiguisés forgés par l'*Aufklärung* et l'idéalisme critique allemand. Son séjour à Paris, puis une familiarité profonde avec l'Angleterre, tant dans la diversité de ses réalités sociales que dans ses traditions intellectuelles, lui permirent de parvenir à une maîtrise synthétique des trois grands espaces intellectuels de l'époque, synthèse qu'aucun autre européen ne réalisa à ce degré à l'époque contemporaine. L'extraordinaire supériorité de Marx ne repose sur rien d'incompréhensible. Pour autant, l'influence effective de ce penseur sur l'historiographie est demeurée depuis un siècle excessivement restreinte. Il n'en demeure pas moins que tout historien qui tente aujourd'hui de s'attaquer à l'étude de l'économie médiévale doit savoir qu'il peut raisonnablement espérer trouver dans les textes de Marx, au prix d'un effort adéquat, des outils largement inédits et fort efficaces. Toute recherche d'une "alternative à Marx" n'est rien d'autre qu'une recherche d'une alternative au rationalisme²³.

Inama, Lamprecht, Ashley, Kowalewski : des auteurs d'une compétence, d'une imagination et d'une puissance intellectuelle hors du commun ; ils établirent les fondements d'une approche à la fois plus complète, plus réaliste et plus rationnelle de l'histoire européenne. L'historiographie dominante les ignora ou les marginalisa ; quelques spadassins de la plume se chargèrent du bricolage idéologique nécessaire pour justifier l'irrecevabilité des analyses historiques en matière de réflexion sur l'économie ; un junker prussien encaserna l'histoire économique, la réduisant à l'état d'accessoire inerte et désarticulé²⁴.

siècle), on en déduit nécessairement que Marx a lu et réfléchi alors que l'histoire économique n'existait pas encore...

22 Ludolf KUCHENBUCH, *Zur Entwicklung des Feudalismuskonzepts im Werk von Karl Marx*, Berlin, 2012.

23 Ce qui ne veut en aucun cas dire qu'on trouve tout dans Marx, ou même qu'on soit autorisé à considérer ses écrits comme ayant une valeur en soi. Marx a passé sa vie à critiquer des "doctrines" ; à quel point faut-il être borné, et ignorant de l'auteur dont on parle, pour transformer les textes de Marx en fondements d'une "doctrine" ? A. GUERREAU, « (Re)lire a Marx », *Taller d'història*, 5-1995, pp. 25-30.

24 Cette définition empirique n'a pour ainsi dire pas évolué depuis 1928. Nous laissons à d'autres le soin de retracer et d'analyser cette période 128-1995 (et au-delà...). Certes, beaucoup d'enthousiasme et d'efforts ; mais que d'occasions manquées, et quelle admirable constance dans l'aveuglement et le refus d'examiner les présupposés les moins acceptables et les plus nocifs, ceux-là mêmes de von Below, des néo-kantiens et de tous les dévôts (souvent inconscients) des soi-disant *Geisteswissenschaften*... Signalons cependant un fait très peu connu : durant une dizaine d'années, de 1924 à 1933, Marc Bloch travailla à une *Histoire économique du Moyen Age*, qui devait constituer deux volumes de la collection « L'Évolution de l'Humanité » (V^e-XII^e et XIII^e-XV^e siècles). Marc Bloch écarta ce projet pour se consacrer à *La société féodale*. Voir à ce sujet la très intéressante correspondance avec Henri Berr (Marc BLOCH, *Ecrire La Société Féodale. Lettres à Henri Berr, 1924-1943*, Paris, 1992), ainsi que ses comptes

Nouveautés

Lucien Febvre, parlant des historiens, écrivait en 1932²⁵ : "leurs paysans ne labourent que des cartulaires, avec des chartes en guise d'araires". Encore à la fin des années 60 et dans les années 70, de prestigieux manuels d'histoire économique ou d'histoire rurale traitaient par préterition la question concrète des céréales ; durant la période qui passe pour avoir connu le triomphe de l'histoire économique, les médiévistes (français pour le moins) se sont tenus assez soigneusement à l'écart de toute analyse des réalités agronomiques.

Au cours des dernières années, la situation a évolué, et l'on tentera de donner ici un aperçu, allusif et incomplet, d'un ensemble de résultats publiés récemment et glanés par nous de manière assez aléatoire.

En 1975 paraissait, avec une extrême discrétion, l'ouvrage pionnier de François Sigaut, *L'agriculture et le feu*²⁶. Partant d'une reconstitution détaillée des procédés d'écobuage et d'essartage (inconnus des manuels ordinaires), Sigaut montre que les cendres produites par un brûlis périodique constituaient un fertilisant basique très efficace sur la plupart des sols acides, permettant d'obtenir temporairement de bons rendements, au prix d'un minimum de travail dans le cas de l'essartage proprement dit (culture temporaire sur forêt brûlée). Cet ouvrage oblige à reconsidérer une interprétation de la toponymie probablement erronée par simplification²⁷ et à se demander s'il ne conviendrait pas de repenser assez profondément notre conception des modes de culture et de l'équilibre végétal du haut Moyen Age européen.

Georges Comet a soutenu en 1987 une thèse, qui vient d'être publiée : *Essai d'histoire technique des céréales ; France, VIII^e - XV^e siècles*²⁸. L'auteur examine avec minutie tout le cycle qui part du sol nu pour arriver au produit consommable : labour, semaille, moisson, battage, mouture, panification ; à quoi il ajoute des considérations sur les céréales et leur rendement, mais aussi sur les diverses formes d'images et d'appréciation de ces travaux et de leurs produits. G. Comet s'est efforcé d'approcher au plus près les manières de faire et leur cohérence. Véritable somme, sur un ensemble de sujets qui devraient constituer une priorité

rendus - élogieux - du livre de J. Kulischer (*Annales d'histoire économique et sociale*, 1-1929, pp. 252-258 et 2-1930, pp. 132-135 ; *Revue historique*, 160-1929, pp. 381-382).

25 Rapporté par L. Febvre lui-même dans l'avertissement à la réédition de 1952 des *Caractères originaux de l'histoire rurale française* de Marc Bloch, p. IV.

26 François SIGAUT, *L'agriculture et le feu. Rôle et place du feu dans les techniques de préparation du champ de l'ancienne agriculture européenne*, Paris/La Haye, 1975.

27 *Toponymie et défrichements médiévaux et modernes en Europe occidentale et centrale*, Auch, 1988. La plupart des participants de ce colloque de Flaran de 1986 assimilaient purement et simplement essart (ou artigue) et défrichement. S'il y eut bien sans doute des essarts qui furent des défrichements définitifs, il est plus que probable que beaucoup de toponymes renvoient à des zones de brûlis et cultures temporaires ; examiner particulièrement, dans ce volume, les contributions de Simone Lefèvre (pp. 117-130), de Dominique Fournier (pp. 131-143), de Jean Cancellieri (pp. 151-162). Voir aussi Pierre TOUBERT, *Les structures du Latium médiéval*, Rome, 1973, pp. 242 ss. L'archéologie peut ici apporter son secours : il faut signaler la piste extrêmement prometteuse que constitue l'anthracologie (identification des charbons de bois) ; dans la zone méditerranéenne, l'évolution du couvert forestier, mais aussi et surtout les espèces qui signalent des défrichements et des retours en friche (bruyère arborescente, pin d'Alep, genévrier), apportent des vues de première importance (Aline DURAND et Jean-Louis VERNET, « Anthracologie et paysages forestiers médiévaux : à propos de quatre sites languedociens », *Annales du Midi*, 99-1987, pp. 397-405. Lucie CHABAL et Aline DURAND, « Etude anthracologique, pour une histoire du paysage », in Claude RAYNAUD, *Le village gallo-romain et médiéval de Lunel Viel (Hérault)*, Besançon, 1990, pp. 315-335). Un dossier copieux, et présentant un large éventail de résultats, vient de paraître : Michel COLARDELLE (éd.), *L'homme et la nature au Moyen Age. Paléoenvironnement des sociétés occidentales (5^e congrès international d'archéologie médiévale)*, Paris, 1996.

28 Georges COMET, *Le paysan et son outil. Essai d'histoire technique des céréales (France, VIII^e-XV^e siècle)*, Rome, 1992.

pour tous les médiévistes, tant il est vrai que l'Europe médiévale vivait essentiellement de la céréaliculture. Et ce d'autant plus que cette analyse redresse quantité d'idées fausses passées à l'état de lieux communs. G. Comet montre par exemple qu'au XIX^e siècle encore, le choix, pour la moisson, entre faux et faucille ne reposait pas sur des arguments décisifs et de portée générale ; s'agissant des avantages relatifs des rotations biennales et triennales, le résultat des calculs dépendait en grande partie du nombre de labours sur les jachères, mais aussi de la disponibilité relative en terre et en main d'œuvre, ainsi d'ailleurs que de l'utilisation de bœufs ou de chevaux. Là encore, il apparaît bien, en plein XIX^e siècle, que l'avantage du triennal n'avait nullement ce caractère général qu'on n'est que trop porté à lui reconnaître sans démonstration. Le plus frappant est l'imbrication réciproque profonde des choix techniques et des paramètres sociaux ; naturellement, en premier lieu, la disponibilité très variable en terre et en main d'œuvre, mais aussi l'organisation du parcellaire et du paysage, directement liée à l'organisation sociale²⁹ ; on est d'ailleurs un peu surpris de la confusion, chez des spécialistes de l'histoire des techniques, entre rotation et assolement : devrait-on en conclure qu'il n'existait pas de bocage au Moyen Age ? On saurait d'autant moins négliger cet aspect des choses que l'on connaît la place des "enclosures" dans le mouvement de transformation de l'agriculture européenne. Cela dit, les riches développements de G. Comet sur les diverses céréales méritent de devenir une lecture obligatoire pour tous les futurs médiévistes.

En octobre 1988, J.-P. Devroey et J.-J. Van Mol organisaient, sous les auspices de l'Université libre de Bruxelles, un colloque international sur l'épeautre³⁰. Cette céréale, qui n'est plus cultivée en Europe que de manière résiduelle, connut pourtant, en particulier au Bas-Empire et durant le haut Moyen Age, une extension remarquable. François Sigaut montre bien le lien entre la relative fragilité des épis (rachis très mince) et les formes particulières de ramassage et de traitement ultérieur. J.-P. Devroey rappelle, comme F. Sigaut, l'avantage différentiel important de l'épeautre : une bien meilleure résistance à la conservation, précisément due à l'adhérence des glumelles ; mais il insiste aussi sur une observation curieuse : plusieurs polyptyques carolingiens, comme celui de Saint-Rémi de Reims, attestent une forte présence de l'épeautre. Or, jusqu'à présent, cette céréale n'a été observée dans aucun site médiéval français ayant donné lieu à des analyses paléo-carpologiques. Par ailleurs, son recul semble général en France du Nord dès le XI^e siècle.

En mars 1989, un groupe d'historiens britanniques, sous la direction de Bruce M.S. Campbell et Mark Overton, se réunissait à Bellagio, avec l'objectif d'effectuer un premier tour d'horizon d'une série de tentatives de réexamen de l'évolution de la "productivité" de l'agriculture européenne depuis le Moyen Age³¹. Ces recherches visent à la fois à préciser nos connaissances des processus matériels (physiologie végétale et pédologie notamment), de manière à mieux cerner l'influence des nombreux paramètres qui interviennent, et à tenter des évaluations numériques plus fines des évolutions, en essayant de déterminer l'influence de

29 Elisabeth ZADORA-RIO, "Les terroirs médiévaux dans le Nord et le Nord-Ouest de l'Europe" in Jean GUILAINE (éd.), *Pour une archéologie agraire*, Paris, 1991, pp. 165-192. Michel FIXOT & Elisabeth ZADORA-RIO (éds), *L'environnement des églises et la topographie religieuse des campagnes médiévales*, Paris, 1994. On doit absolument signaler la très grande quantité d'informations contenues dans Oliver RACKHAM, *The History of the Countryside*, London, 1986. Une synthèse de portée générale : David A. HINTON, *Archaeology. Economy and Society. England from the fifth to the fifteenth century*, London, 1990.

30 Jean-Pierre DEVROEY & Jean-Jacques VAN MOL (éds), *L'épeautre (Triticum spelta). Histoire et ethnologie*, Treignes, 1989 (je remercie Corinne Beutler de m'avoir communiqué ce volume). Des découvertes très récentes semblent modifier la situation : du seigle *et de l'épeautre* ont été identifiés sur le site de Gaillon-le-Bas à Herblay (sur les bords de la Seine en aval de Paris), site du 2^e quart du Ve siècle (communication d'Alain Vallais au colloque « L'époque romaine tardive en Ile-de-France », Paris, mars 1996).

31 Bruce M.S. CAMPBELL & Mark OVERTON (éds), *Land, labour and livestock : historical studies in European agricultural productivity*, Manchester, 1991.

chaque facteur, ou, ce qui revient à peu près au même, de mesurer l'évolution des rendements établis à partir de définitions précises et constantes. La difficulté tourne en grande partie autour du problème dit de la "révolution agricole", à propos de laquelle on souhaite éclaircir les mécanismes de l'augmentation de la productivité du travail (production totale / quantité de main d'œuvre) et ceux de l'augmentation de la production globale. Les auteurs insistent sur les liens entre les cultures et l'élevage, ainsi que sur l'interdépendance entre les activités agricoles et les autres activités de production. Beaucoup d'attention est accordée à la géographie et aux caractères propres observables dans telle ou telle région. Certaines idées courantes, comme la croyance aux rendements décroissants, sont au moins partiellement mises en doute. On reste cependant surpris du productivisme un peu simple qui sert de cadre général à la réflexion.

On doit signaler la parution en 1987 de la copieuse synthèse d'U. Körber-Grohne, *Nutzpflanzen in Deutschland. Kulturgeschichte und Biologie*³², qui offre un très intéressant panorama des données paléobotaniques recueillies en Allemagne. En 1988, une exposition sur les Bajuvarii consacrait une section aux plantes cultivées, faisant ressortir l'importance de l'orge et des blés vêtus durant le haut Moyen Age en Allemagne du Sud³³.

En France, les travaux de paléo-carpologie les plus substantiels touchant la période médiévale sont ceux de Marie-Pierre Ruas, qui a déjà eu l'occasion de procéder à des analyses sur plusieurs dizaines de sites et a publié en 1991 et 1992 des éléments de synthèse très suggestifs³⁴. A propos des céréales, l'observation la plus notable est le bond en avant du seigle entre l'époque gallo-romaine et le haut Moyen Age. Ici, les analyses archéologiques sont en conformité avec les textes, qui témoignent de l'expansion de cette céréale à partir du V^e siècle. Sur les sites carolingiens de Villiers-le-Bel et Baillet-en-France, le seigle vient en tête, devant le froment, dans une région au potentiel agronomique élevé³⁵. Les résultats des analyses du site de Charavines³⁶ (premier tiers du XI^e siècle, Dauphiné) renforcent cette conclusion : les principales céréales présentes sont le seigle (42%), le froment (23%), l'avoine (21%). L'archéobotanique établit de manière de plus en plus nette ce point auquel on pouvait parvenir par déduction : la céréale majeure de l'Europe médiévale était le seigle.

Tous ces travaux, qui paraissent dans les divers pays d'Europe, témoignent de mouvements d'intérêt encore limités mais profonds : préoccupation plus marquée pour les réalités matérielles et l'histoire des techniques, orientation de plus en plus nette de l'archéologie médiévale vers les phénomènes de production et vers un meilleur éclairage de la vie quotidienne. Il est indiscutable que l'histoire économique médiévale a beaucoup à gagner à cette évolution. Mais à certaines conditions seulement.

Considérons un phénomène qui apparaît de plus en plus nettement comme de

32 Udelgard KÖRBER-GROHNE, *Nutzpflanzen in Deutschland. Kulturgeschichte und Biologie*, Stuttgart, 1987.

33 Hansjörg KÜSTER, "Umwelt und Pflanzenanbau", in Hermann DANNHEIMER & Heinz DOPSCH (éds), *Die Bajuwaren. Von Severin bis Tassilo 488-788*, München-Salzburg, 1988, pp. 185-191.

34 Marie-Pierre RUAS, "Les plantes exploitées en France au Moyen Age d'après les semences archéologiques", in *Plantes et cultures nouvelles en Europe occidentale au Moyen Age et à l'époque moderne*, Flaran, 1991, pp. 11-35. "The archaeobotanical record of cultivated and collected plants of economic importance from medieval sites in France", *Review of palaeobotany and palynology*, 73-1992, pp. 301-314 (Je remercie Françoise Piponnier de m'avoir communiqué ces textes).

35 Marie-Pierre RUAS et François GENTILI, "L'agriculture", in Rémy GADAGNIN (éd.), *Un village au temps de Charlemagne. Moines et paysans de l'abbaye de Saint-Denis du VII^e siècle à l'an mil*, Paris, 1988, pp. 203-225.

36 Karen LUNDSTROM-BAUDAIS & Christine MIGNOT, "Le milieu végétal au XI^e siècle : macrorestes et paléosemences" in Michel COLARDELLE & Eric VERDEL (éds), *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement. La formations d'un terroir au XI^e siècle*, Paris, 1993, pp. 77-97. (curieusement, ces auteurs semblent ne pas connaître le méteil...).

première importance : le développement massif du seigle à partir du V^e siècle et sa prédominance marquée jusqu'à l'époque moderne, alors que cette céréale était à peine connue de l'Antiquité. Cette observation avait déjà été faite par Charles Parain en 1941³⁷, mais aucun "spécialiste" de l'économie médiévale ne s'en était inquiété. La carpologie remet l'affaire à l'ordre du jour, mais sans se soucier davantage d'en éclairer la signification réelle, c'est-à-dire sociale. Il revient à l'historien, à partir d'un examen précis des propriétés botaniques et agronomiques des principales céréales³⁸, d'en repérer les caractères socialement décisifs. A partir du tableau joint, il y a lieu, nous semble-t-il, de retenir les propriétés suivantes :

* blé tendre : exigeant en matière de sol et de climat ; très sensible à tous les accidents climatiques ; farine supérieure.

* blé vêtu : accepte des sols nettement moins favorables (l'amidonnière accepte aussi des conditions climatiques défavorables) ; farine supérieure³⁹ ; excellente possibilité de conservation ; nécessite deux fois plus de travail pour l'obtention de la farine.

* seigle : grande résistance au gel et à la sécheresse ; accepte des sols très pauvres, acides ; n'épuise pas le sol, même cultivé au même endroit plusieurs années de suite ; mûrit vite (donc même en année froide ou en zone froide) ; résiste à la verse et à l'échaudage ; paille très résistante ; farine de qualité moyenne (colorée) ; pain de bonne conservation.

* orge : peu exigeante en matière de sol ; semée au printemps, mûrit même dans des conditions extrêmes ; craint la verse ; farine médiocre, excellente pour l'alimentation animale ; spécialement appropriée à la production de cervoise et de bière.

* avoine : accepte tous les sols (la moins exigeante de toutes les céréales) ; sensible au froid hivernal, à l'échaudage : en général, céréale de printemps ; farine médiocre, surtout adaptée à la nourriture animale, particulièrement à celle des chevaux.

L'épeautre se caractérise d'abord par sa capacité de conservation ; le seigle se détache

37 Charles PARAIN, "Evolution des techniques agricoles au Moyen Age", *The Cambridge Economic History of Europe. I. The Agrarian Life of the Middle Ages*, Cambridge, 1941, repris dans *Outils, ethnies et développement historique*, Paris, 1979, pp. 47-127.

38 Il faut souligner la très grande difficulté qu'on éprouve lorsqu'on tente de se faire une idée précise des propriétés botaniques et agronomiques des céréales cultivées à époque ancienne. Jusqu'au début du XIX^e siècle, les observations restaient au niveau du savoir empirique (Henri-Louis DUHAMEL du MONCEAU, *Eléments d'agriculture*, Paris, 2 vol., 1779, notamment vol. 2, livre 8, « De la culture des différentes espèces de grains », pp. 90-130). Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les agronomes quantifièrent leurs observations et cela nous vaut, en particulier sur les espèces qui ne sont plus guère cultivées aujourd'hui, ou dont on cultive des variétés aux caractères totalement modifiés, des informations irremplaçables (excellents : Gustave HEUZÉ, *Les plantes céréales*, 2e éd., 2 vol., Paris, 1896-1897. Charles-Victor GAROLA & Prosper LAVALLÉE, *Céréales*, Paris, 1925). Mais, dès cette époque, les agronomes étaient essentiellement préoccupés d'augmentation des rendements et d'amélioration des modes de culture ; les expériences étaient réalisées sur de bonnes terres, et avec utilisation d'engrais et de fertilisants, non sans souci de sélection des semences. Il est remarquable que ces ouvrages ne fournissent aucun renseignement sur la question cruciale des variations interannuelles de production, problème-clé de l'agriculture ancienne ; mais chacun sait qu'en Europe occidentale, après 1850, cette question n'avait plus qu'un intérêt rétrospectif. Un livre récent comme celui de Jacques BOYELDIEU, *Les cultures céréalières*, Paris, 1980, fournit des informations botaniques et chimiques très intéressantes, mais que l'historien doit adapter et réinterpréter non sans une forte marge d'incertitude.

39 La notion de « qualité » de la farine fait entrer en jeu plusieurs éléments. Le plus souvent, il s'agit de la qualité du pain qu'on peut fabriquer avec cette farine ; et de ce point de vue, le caractère principal est la quantité de gluten qu'elle produit avec l'eau. Le gluten est une matière protéinique visqueuse qui donne de la « tenue » à la pâte et qui surtout retient le gaz au moment de la fermentation, ce qui permet au pain de lever ; moins la farine produit de gluten et plus le pain est friable et compact. Si la plupart des céréales comportent une importante quantité de protéines, la proportion de celles (une trentaine) qui forment le gluten varie sensiblement ; la proportion la plus élevée est celle qu'on trouve dans certaines variétés de blé, puis viennent les blés vêtus, le seigle, l'orge, l'avoine.

fortement par sa faible sensibilité aux écarts climatiques interannuels. Hormis les conditions extrêmes, l'orge est liée à la production de cervoise et de bière, et l'avoine, qu'on peut obtenir sur des terrains très médiocres, à la nourriture des chevaux. Le seigle peut donc s'adapter à des conditions pédologiques et climatiques auxquelles le blé ne résiste pas, mais il faut surtout insister sur la stabilité interannuelle de ses rendements, qui l'oppose fortement au blé : celui-ci associe qualité supérieure de la farine et irrégularité prononcée des rendements.

Or la variabilité climatique interannuelle constitue une contrainte majeure de l'agriculture de l'Europe tempérée. Les sociétés préindustrielles ont réagi dans deux directions : soit par des mécanismes de transport impliquant en général des structures commerciales adéquates, soit en choisissant systématiquement les espèces les moins sensibles à ces variations, et les méthodes de culture elles aussi les moins sensibles (extensives en général).

Ainsi le passage massif au seigle, probablement cultivé de manière extensive, fut-il lié, de manière guère discutable, à la disparition du commerce au V^e siècle⁴⁰. L'épeautre, de son côté, exprime le choix d'une stratégie de conservation méthodique, tout à fait adaptée à ce qu'on sait des "grands domaines" de la période carolingienne, mais bien moins aux petites exploitations (raison sans doute pour laquelle on n'a, jusqu'à présent, pas observé de blés vêtus dans les quelques sites agricoles du haut Moyen Âge du Nord de la France ayant donné lieu à des analyses carpologiques). On est un peu surpris que des corrélations aussi simples et amples aient si peu attiré l'attention (on songe à ce propos au fait que les médiévistes ne se sont guère mis en état de faire le sort qu'il mérite au fantasme puéril qui consiste à croire au maintien des structures romaines jusqu'en plein Moyen Âge, et au-delà...).

François Sigaut insiste sur les deux propriétés originales du seigle⁴¹. D'abord sur l'absence d'indications d'utilisation sous une autre forme que le pain (mis à part quelques attestations de bière, et le cas du pain d'épices). Dès lors, « il n'y a rien d'in vraisemblable à supposer que les progrès du seigle au début du Moyen Âge aient pu être liés à un développement de la consommation de pain dans des couches de la population qui, jusque là, se nourrissaient d'orge et d'avoine consommées sous d'autres formes, de préparation plus simple et moins coûteuse ». D'un autre côté, « il est assez clair que, sauf dans les régions méditerranéennes où l'emporte largement le froment, le seigle domine presque exclusivement sur essartage ou écobuage dans le reste de l'Europe. » Ce n'est pas ici le lieu de développer, mais on voit aisément que ces remarques renforcent singulièrement l'idée d'une congruence parfaite du passage au seigle et des transformations à la fois sociales et techniques qui suivirent l'effondrement des structures antiques.

L'examen des propriétés agronomiques comparées du blé tendre et du seigle amène à se demander finalement pourquoi le seigle n'a pas carrément éliminé le blé de l'Europe septentrionale et médiane. En termes d'"adaptation à l'écosystème", ce maintien du blé tendre ressemble à une aberration. Les connaissances actuelles sont très en-deçà de ce qui serait indispensable pour dépasser l'étape des pures hypothèses. On peut songer à deux directions de réflexion complémentaires : d'un côté le méteil, de l'autre les consommations différentes selon les groupes sociaux.

On appelle méteil un produit céréalier mélangé, le plus souvent blé et seigle. L'inconvénient principal réside dans le décalage des cycles végétatifs, en particulier au moment de la moisson ; en contrepartie, l'agriculteur dispose d'une bonne garantie de

40 Chris WICKHAM, "The Other Transition : from the Ancient World to Feudalism", *Past and Present*, 103-1984, pp. 3-36. "Marx, Sherlock Holmes, and Late Roman Commerce", *Journal of Roman Studies*, 78-1988, pp. 183-193.

41 François SIGAUT, « De l'écobuage au pain d'épice. Quelques questions sur l'histoire du seigle » in Jean-Pierre DEVROEY, Jean-Jacques VAN MOL & Claire BILLEN (éds), *Le seigle. Histoire et ethnologie*, Treigne, 1995, pp. 211-250 (Je remercie F. Sigaut de m'avoir communiqué ce texte avant sa parution).

rendement grâce au seigle surtout et, accessoirement, grâce au décalage des deux cycles, ainsi que d'une qualité améliorée de farine grâce à la part de froment. La difficulté de l'étude du méteil réside simultanément dans l'absence d'un terme clair et général dans les documents écrits et dans l'impossibilité de déduire sa présence à partir des analyses carpologiques. Nous serions tenté de faire l'hypothèse d'une large dominance du méteil dans la production paysanne médiévale destinée à l'autoconsommation.

Le maintien, matériellement paradoxal, du blé, provient de la "supériorité" de sa farine. La question, plus difficile qu'il n'y paraît, est de savoir en quoi ont consisté les mécanismes sociaux de reconnaissance et de valorisation de cette putative "supériorité". Là encore, on est réduit aux hypothèses. Le plus important semble son lien avec l'Antiquité et sa survalorisation par le christianisme, tant au plan rituel que théologique. La farine blanche, la plus blanche, est restée continûment une nourriture aristocratique, clairement et massivement perçue comme telle : les ascètes et les pénitents y renoncent, les citadins, même modestes, y recherchent systématiquement une expression de leur supériorité. Du coup, les domaines propres de l'aristocratie, spécialement les domaines ecclésiastiques, ont orienté toute leur céréaliculture vers le froment, bien au-delà de l'"économiquement rationnel". Ce qui, soit dit en passant, interdit absolument d'extrapoler à l'agriculture en général les indications tirées des comptes domaniaux et manoriaux, comme le font cependant la plupart des médiévistes.

Vers 1150, Pierre le Vénérable demanda à Henri de Blois de dresser un tableau des revenus de Cluny, doyenné (centre d'exploitation) par doyenné. On a conservé une copie de cet état pour douze doyennés situés en Mâconnais d'une part, en Bresse et dans les Dombes d'autre part⁴². Une des observations majeures est l'écart profond entre les lots de céréales versés comme redevances et les produits de la culture des domaines. Si l'on considère par exemple les deux doyennés les plus proches de Cluny au Nord, Lourdon et Saint-Hyppolite, les redevances comportent surtout des céréales : 60 setiers de froment et 243 de méteil. Pour les produits, on connaît le mieux les quantités semées : 104 setiers de froment et environ 90 setiers d'orge et d'avoine (céréales de printemps). Les rendements du froment sont très faibles, 2,5 pour 1. Dans les Dombes au contraire, il est surtout semé du seigle, avec un rapport de 4,9 pour 1. Le méteil représente donc à peu près 80% des redevances céréalières, mais on n'en cultive pas dans les domaines, où l'on préfère semer du froment, même avec un rendement dérisoire, ou bien carrément du seigle, si les conditions sont excessives pour le blé, mais alors avec un rendement plus intéressant.

Nous serions tenté de penser, avec quelque imprudence, que ce modeste exemple a valeur de paradigme : la société médiévale ployait alors sous d'énormes contraintes matérielles, qu'il faut connaître de manière assez précise si l'on veut analyser son économie ; mais la logique à l'œuvre était fondamentalement une logique sociale globale, où les relations de différenciation et de domination tenaient la place centrale, sans égard pour ce que le sens commun actuel désigne hyperboliquement comme la "rationalité économique". La place prépondérante du seigle traduisait une organisation tournée vers l'autosubsistance, choix fondamental lié à un certain type de structure sociale, celui-là même qui constitue la spécificité de l'Europe féodale. Mais, en même temps, le froment continuait d'être cultivé, à titre de véritable "marqueur social". Tout le cadre idéologique assurait sa survalorisation, que sa rareté relative étayait efficacement.

La question des animaux de labour a donné lieu à quelques travaux dont les conclusions sont passées à l'état de poncifs indéracinables. Diverses vérifications effectuées

42 Auguste BERNARD et Alexandre BRUEL (éds), *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t.5, Paris, 1894, pp. 490-505. A. GUERREAU, "Douze doyennés clunisiens au milieu du XII^e siècle", *Annales de Bourgogne*, 52-1980, pp. 83-128.

dans les vingt dernières années⁴³ ont montré que ces allégations n'étaient nullement fondées, et l'on se retrouve dans une situation de grande incertitude, qui constitue une vive incitation à entreprendre de sérieuses recherches dans ce domaine.

Ici encore, il importe avant tout de cerner l'ampleur des transformations qui se produisirent aux V^e-VI^e siècles. L'évolution la plus significative fut une diminution massive de la taille de la plupart des animaux domestiques, du bœuf et du cheval en particulier. Par rapport aux grands bœufs romains, les bovidés du haut Moyen Age avaient perdu plus de 20% en taille, et de la moitié jusqu'aux 3/4 en poids. La taille des chevaux avait chuté d'autant. Et l'on a observé des hauteurs au garrot voisines en Lyonnais et dans les Alpes du Nord⁴⁴, dans le Bassin parisien⁴⁵ et en Bavière⁴⁶.

Les synthèses de Frédérique Audoin-Rouzeau renouvellent largement notre connaissance de l'évolution anatomique du cheptel⁴⁷. La conquête romaine entraîna une augmentation générale de la taille des animaux (sauf dans les îles britanniques où, à l'exception du cheval, on n'importa guère d'animaux). Cette croissance ne peut être due qu'aux capacités zootechniques des Romains (procédés de sélection systématique), c'est-à-dire à des conditions sociales et non environnementales. La fin du système romain marqua un effondrement général et un retour aux tailles antérieures, sauf pour le cheval, fortement influencé par les apports d'Europe centrale et orientale. Le plus inattendu est sans doute la poursuite du déclin jusqu'au XIII^e siècle, qui paraît surtout traduire le caractère très extensif de l'élevage jusqu'à cette période. Seul le cas du cheval est, encore une fois, un peu particulier : dès les alentours du Xe siècle, on voit la fourchette des tailles s'élargir, mouvement correspondant probablement à une distinction croissante entre cheval de labour et cheval de guerre, ce dernier étant l'objet de soins plus particuliers, peut-être déjà de procédures de sélection. Quelques bovidés de plus grande taille se repèrent à la fin du Moyen Age et l'époque moderne voit les tailles moyennes augmenter progressivement, le XVII^e siècle marquant une nette accélération. D'une manière globale, on est frappé de la relation entre choix des éleveurs (sélection ou non) et logique sociale générale. Les observations sur la fréquence relative des espèces consommées ne sont pas moins surprenantes. Divers indices laissent supposer l'existence à l'époque romaine d'un élevage d'animaux de boucherie (bœufs), organisé pour la commercialisation (très forte prédominance du bœuf dans les camps militaires). Le Moyen Age, jusqu'au XIII^e siècle en tout cas, ne connut rien de tel, sauf, à certains égards, pour les porcs. Cet animal en effet, contrairement aux bovidés et aux moutons, ne produisait rien d'autre que la viande. Or on sait qu'il donnait lieu à un élevage très extensif dans les zones forestières. L'archéozoologie montre la nette prédominance du

43 Les erreurs proviennent surtout de Richard LEFEBVRE DES NOETTES, *L'attelage, le cheval de selle à travers les âges : contribution à l'histoire de l'esclavage*, Paris, 1931. Rectification de Jean SPRUYTTE, *Études expérimentales sur l'attelage*, Paris, 1977. Présentation détaillée du dossier par Marie-Claire AMOURETTI, "L'attelage dans l'Antiquité. Le prestige d'une erreur scientifique", *Annales E.S.C.*, 46-1991, pp. 219-232.

44 Claude OLIVE, "Archéologie et archéozoologie" in Annick RICHARD (éd.), *"Du lard ou du cochon". Approches archéologiques et ethnologiques de l'histoire de l'alimentation*, Besançon, 1989, pp. 17-27.

45 Jean-Hervé YVINEC, "L'élevage et la chasse" in Rémy GADAGNIN (éd.), *Un village au temps de Charlemagne*, Paris, 1988, pp. 226-241.

46 Angela von den DRIESCH & Joachim BOESSNECK, "Haustierhaltung, Jagd und Fischfang" in Hermann DANNHEIMER & Heinz DOPSCH (éds), *Die Bajuwaren. Von Severin bis Tassilo 488-788*, München-Salzburg, 1988, pp. 198-207.

47 Frédérique AUDOIN-ROUZEAU, *Hommes et animaux en Europe de l'époque antique aux temps modernes. Corpus de données archéozoologiques et historiques*, Paris, 1993. EADEM, *La taille du bœuf domestique en Europe de l'antiquité aux temps modernes*, Juan-les-Pins, 1991. EADEM, *La taille du mouton en Europe de l'antiquité aux temps modernes*, Juan-les-Pins, 1991. EADEM, *La taille du cheval en Europe de l'antiquité aux temps modernes*, Juan-les-Pins, 1994. EADEM, « Compter et mesurer les os animaux : pour une histoire de l'élevage et de l'alimentation en Europe de l'Antiquité aux temps modernes », *Histoire & Mesure*, 3/4-1995, pp. 277-312.

porc sur les tables aristocratiques (en particulier durant le haut Moyen Age), une présence importante dans les villes, et une forte sous-représentation dans les dépotoirs paysans. On se trouve ainsi très loin de l'image « folklorique » du cochon, qui apparaît dès lors, sinon fautive, en tout cas récente et inapplicable au Moyen Age. L'emprise de l'aristocratie laïque sur les espaces forestiers traduisait donc très logiquement un apport carné spécifique, lui aussi bien différent de l'image habituelle qu'on s'en fait (gibier), ce dernier ne fournissant en fait qu'une part extrêmement modeste de la table aristocratique⁴⁸.

Les données sur l'animal de labour dans le haut Moyen Age sont succinctes. Une forte dominance, sinon une exclusivité du bœuf semble plausible. Ce qui n'empêchait sans doute pas l'usage du cheval pour le hersage, là où on le pratiquait. On doit rappeler qu'une extension significative de la herse se place également aux IV^e-VI^e siècles (comme d'ailleurs l'arrivée du fléau, inconnu des Romains). François Sigaut⁴⁹ est porté à attribuer une grande importance à l'introduction de la herse et de certaines formes de labour qui lui sont liées ; il est indiscutable que l'arrivée de la herse ne peut pas être restée sans effet sur le cheptel, car la vitesse est une condition première d'efficacité de cet instrument et seuls les chevaux (même de petite taille) sont capables d'avancer suffisamment vite. Les manoirs anglais décrits par le Domesday Book étaient labourés avec des bœufs et hersés avec des chevaux. John Langdon⁵⁰, de son côté, a procédé à une enquête systématique pour l'Angleterre des XI^e-XV^e siècles. Il parvient à des résultats très suggestifs. Si l'on considère l'effectif global des animaux de trait, à la fin du XI^e siècle, les chevaux représentent 5% du total dans les domaines aristocratiques et près du tiers chez les paysans. Vers 1500, le pourcentage est passé à 40% pour les domaines et 60% pour les paysans. L'évolution paraît avoir été continue, seulement interrompue par un palier au XIV^e siècle. Deux aspects sont fondamentaux : une évolution lente et irréversible en faveur du cheval, un pourcentage de chevaux toujours bien plus élevé chez les paysans que dans les grands domaines. De cet écart, on tire nécessairement la conclusion que, dans une bonne partie sinon dans la totalité du pays, coexistaient des terres labourées par des bœufs et des terres labourées par des chevaux. Il faut donc se défier d'un déterminisme pseudo-géographique et d'une présentation par trop courante qui donne les écarts comme des différences entre zones, en laissant supposer l'homogénéité au plan local. L'explication générale de cette évolution semble, pour le moment, hors de portée. On peut signaler que la probable amélioration de la capacité physique des chevaux les a peu à peu rendus plus efficaces que les bœufs ; que le développement de l'assolement - sensu proprio - a favorisé et développé la culture de l'avoine, donc facilité la nourriture des chevaux. Mais, pour l'instant, lorsqu'on constate qu'une grande abbaye est passée massivement, à un moment donné du XII^e ou du XIII^e siècle, du bœuf au cheval, on ne parvient pas à voir exactement pourquoi⁵¹. Il est plus que probable qu'il faut considérer globalement tous les mécanismes liés à l'élevage et aux achats et ventes d'animaux, tout cela en relation avec les cultures. Beaucoup d'enquêtes sont encore nécessaires.

John Langdon insiste sur un effet induit par la plus grande fréquence des chevaux : la plus grande mobilité des paysans. Le cheval avançant deux fois plus vite que le bœuf, le paysan peut se rendre à des marchés deux fois plus éloignés ; ainsi la zone d'attraction potentielle de chaque marché quadruple. Mais ce raisonnement ne concerne que les paysans qui disposaient d'une seule paire d'animaux. On doit aussi tenir compte de la signification centrale du cheval dans l'Europe médiévale : le cheval était l'animal noble par excellence,

48 Anita GUERREAU-JALABERT, « Aliments symboliques et symbolique de la table dans les romans arthuriens (XII^e-XIII^e siècles) », *Annales E.S.C.*, 47-1992, pp. 561-594.

49 François SIGAUT, "Les débuts du cheval de labour en Europe", *Ethnozootechnie*, 30-1982, pp. 33-46.

50 John LANGDON, *Horses, Oxen and Technological Innovation. The Use of Draught Animals in English Farming from 1066 to 1500*, Cambridge, 1986.

51 Kathleen BIDDICK, *The Other Economy. Pastoral Husbandry on a Medieval Estate*, Berkeley, 1989.

l'instrument du pouvoir de l'aristocratie. N'oublions pas le quasi-tabou alimentaire sur la viande de cheval. Bien entendu, il existait des types de chevaux fort différents, adaptés à des fonctions bien distinctes ; mais il s'agissait cependant d'une seule et même espèce, intimement liée dans l'Europe médiévale à une forme de représentation de l'espace qui constituait une pierre angulaire de la représentation de l'ordre social. Nous serions très tenté de penser que ce grand mouvement, lent et irréversible, de "passage au cheval", peut-être accéléré par telle ou telle circonstance favorable, fut surtout lié à la dynamique sociale profonde du système féodal vers une homogénéisation tendancielle de plus en plus affichée. Au moins autant qu'à propos des céréales, on doit se défier de toute analyse qui croit opportun de s'enfermer dans le cadre d'une putative logique économique, ou technique, soi-disant autonome.

Mais ce danger d'enfermement, qui interdit de repérer les agencements sociaux qui donnent leur sens aux réalités matérielles considérées, n'est pas cependant tel qu'il ne permette pas certaines observations empiriques utiles. La situation est beaucoup moins favorable dès lors que les objets impliquent, comme noyau même de leur définition, une relation sociale. L'usage d'une définition incompatible avec les grands axes d'organisation de la société ne peut produire que des artefacts et des montagnes de contresens. Le médiéviste n'est que trop porté à utiliser comme allant de soi des notions parmi les plus ordinaires, dont il n'aperçoit pas, ou refuse de voir, le caractère profondément contemporain qui les rend inexportables : ainsi travail, prix, propriété, et bien d'autres.

Sait-on bien ce qu'était un prix au Moyen Age ? On est un peu étonné, en passant en revue quelques travaux très honorablement connus d'histoire des prix - F. Braudel et F. Spooner, Wilhelm Abel, Ch. de La Roncière⁵² - de ne pas trouver la moindre définition ni la moindre réflexion sur la notion. L'excellent manuel de Jean Bouvier, *après* les chapitres consacrés aux moyens monétaires et au crédit, examine "les prix et les marchés", mais ce chapitre débute de but en blanc par les *fluctuations* des prix, sans s'arrêter sur les prix eux-mêmes⁵³. On peut ouvrir encore quelques manuels classiques d'économie politique : dans Samuelson comme dans Stoleru est abordée sans préalable la question du niveau des prix et de ses fluctuations⁵⁴.

En cherchant un peu davantage, on découvre dans l'ouvrage publié sous la direction de Jean Fourastié, *L'évolution des prix à long terme*, un chapitre préliminaire intitulé : "Rapide revue de l'enseignement actuel de la science économique en matière de prix"⁵⁵. On n'y trouve qu'un compendium sur la formation des prix selon Alfred Marshall et le résultat de quelques enquêtes auprès d'entrepreneurs sur leur manière de fixer des prix. Mais tout cela dit très peu sur ce que sont les prix en soi, et J. Fourastié, quelques pages plus loin, nous apprend avec gravité qu'il faut "raisonner le moins possible", et que "c'est l'évolution qui seule peut révéler le véritable sens d'un phénomène"⁵⁶.

La situation peut ainsi se résumer à grands traits. Les économistes préfèrent en

52 Fernand BRAUDEL et Franck SPOONER, "Les prix en Europe de 1450 à 1750", *The Cambridge Economic History of Europe*, t.IV, 1967, repris dans *Ecrits sur l'histoire II*, Paris, 1990, pp. 31-165. Wilhelm ABEL, *Strukturen und Krisen der spätmittelalterlichen Wirtschaft*, Stuttgart, 1980. Charles-M. de LA RONCIERE, *Prix et salaires à Florence au XIV^e siècle (1280-1380)*, Rome, 1982.

53 Jean BOUVIER, *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, 1969, pp. 206-226.

54 Paul A. SAMUELSON, *L'économie. Techniques modernes de l'analyse économique*, t.1, Paris, 1964, pp. 237-246. Lionel STOLERU, *L'équilibre et la croissance économique. Principes de macroéconomie*, Paris, 1969, pp. 12 et 268-308.

55 Dominique LABARRE, "Rapide revue de l'enseignement actuel de la science économique en matière de prix", in Jean FOURASTIE (éd.), *L'évolution des prix à long terme*, Paris, 1969, pp. 7-27.

56 *Ibidem*, pp. 31-32.

général ne pas considérer les réalités économiques comme des objets concrets. Ils parlent donc génériquement de "produits", "marchandises", "services", et toutes ces grandeurs sont manipulées, directement ou indirectement, sous forme de grandeurs monétaires et, en définitive, bien que cela soit rarement reconnu explicitement, la monétarisation est le critère fondamental d'appartenance à la "sphère économique". Poser la question du prix, c'est poser la question de la marchandise, c'est poser la question du rapport entre "économique" et "non-économique", c'est poser la question des prétendues "lois du marché", questions indues s'il en est. L'histoire économique s'étant depuis longtemps alignée sur les formes les plus routinisées et les moins réflexives de l'économie politique, on ne voit guère d'où aurait pu surgir une interrogation sacrilège sur les prix⁵⁷.

Et tous les médiévistes savent pourtant par cœur la liste de tout ce qui n'était pas à vendre : les biens-fonds de l'Église, la science (donc l'enseignement), le crédit ; inversement, le haut Moyen Age connaissait le prix du sang (wergeld), et plus tard il devint loisible d'acheter des années de purgatoire en moins (indulgences). L'essentiel demeure que dans presque toute l'Europe médiévale, la majeure partie de la production était auto-consommée. Quant à la partie commercialisée, elle circulait au travers de marchés contrôlés, parcellisés et cloisonnés, à l'aide d'instruments monétaires rares jusqu'au XII^e siècle et toujours hétérogènes. L'examen d'un travail fouillé, comme celui sur les prix à Florence au XIV^e siècle, montre bien l'allure saccadée et souvent peu explicable des variations à court terme ; et plus encore la discordance entre les évolutions locales et les tendances générales à long terme, discordance qui jette un doute irrémédiable sur les schémas où un tout petit nombre de "facteurs" jouent des rôles simplistes dans un scénario récurrent où tout est implicitement coulé dans une logique de marché aussi exclusive que rudimentaire.

L'examen de la notion de travail au Moyen Age est tout à fait complémentaire de celui de la notion de prix. Ici, heureusement, des réflexions ont déjà été menées. Jacques Le Goff a, depuis longtemps, attiré l'attention sur l'absence de cette notion dans la société médiévale⁵⁸. Ludolf Kuchenbuch a repris l'enquête, à nouveaux frais et sur une vaste échelle, dans une grande œuvre malheureusement inédite⁵⁹. En fait, malgré certaines apparences, il est très périlleux d'utiliser le terme de *salaire* pour quelque type de revenu médiéval que ce soit. Il faut suivre la suggestion de Maurice Aymard, qui propose d'utiliser systématiquement *rémunération*⁶⁰.

La notion de propriété nous conduit à un paysage d'apparence inverse : le trop-plein, d'où résulte l'obscurité⁶¹. Les juriconsultes des XVII^e et XVIII^e siècles ont produit sur ce sujet une littérature surabondante, littérature de combat, qui énonçait les intérêts de certaines catégories sociales et visait une transformation plus ou moins profonde de l'ordre social lui-même ; d'où des séries de distinctions et d'amalgames totalement incompatibles avec les

57 Le seul auteur, à ma connaissance, qui s'inquiète de la question est Pierre Vilar (voir *Une histoire en construction. Approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Paris, 1982, pp. 154-190).

58 Jacques LE GOFF, "Les métiers et l'organisation du travail dans la France médiévale" in Michel FRANÇOIS (éd.), *La France et les Français*, Paris, 1972, pp. 296-347.

59 Ludolf KUCHENBUCH, Thomas SOKOLL, Sabine TEUBNER-SCHOEBEL, Christina VANJA, *Arbeit im vorindustriellen Europa. Einführung, Früheres Mittelalter, Späteres Mittelalter*, cours de l'Université de Hagen, 1989. Ludolf KUCHENBUCH & Thomas SOKOLL, "Vom Brauch-Werk zum Tauschwert : Überlegungen zur Arbeit im vorindustriellen Europa", *Leviathan. Zeitschrift für Sozialwissenschaft*, 11-1990, pp. 26-50. Voir aussi Jacqueline HAMESSE & Colette MURAILLE-SAMARAN (éds), *Le travail au Moyen Age : une approche interdisciplinaire*, Louvain-la-Neuve, 1990.

60 Maurice AYMARD, "Autoconsommation et marchés ; Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ?", *Annales E.S.C.*, 38-1983, p. 1398. Du même auteur, analyse très intéressante et surprenante de la notion d'entreprise au Moyen Age : "L'entrepreneur dans la société de son temps", *Settimane del istituto Francesco Datini*, Prato, 1991.

61 Synthèses par pays et bibliographies dans l'article "Eigentum" du *Lexikon des Mittelalters*.

fondements mêmes de l'organisation sociale de l'Europe médiévale⁶². Les suites de la Révolution française et les grands conflits idéologiques du XIX^e siècle compliquèrent encore la situation⁶³, et il y a donc lieu de considérer avec une méfiance maximale tous les discours des juristes et des "historiens du droit" sur la société médiévale. Sous couvert de technicité, les allégations les plus extravagantes continuent de circuler à titre de vérités fondamentales. On ne peut accepter, ni sous couvert de technicité ni pour aucune autre raison, de considérer qu'il puisse y avoir un quelconque dénominateur commun à une société où il est courant de se procurer par achat-vente la propriété d'un individu en tant que tel, et à celle où une telle pratique n'existe pas. Plus généralement, c'est une faute de logique grossière de tirer argument de la présence de normes et de règles dans toute société pour en inférer l'universalité du Droit. Car, dans notre société même, le Droit ne représente qu'une part limitée des pratiques normatives, et l'on ne peut pas considérer sérieusement le Droit comme autre chose que comme un ensemble de structures et de pratiques spécifiques de la société bourgeoise contemporaine⁶⁴. L'extension de ce complexe notionnel à d'autres sociétés relève de l'anachronisme, si ce n'est de la falsification.

La société médiévale connaissait de nombreuses formes d'appropriation des terres, ce qui signifie qu'elle ne connaissait pas la propriété au sens où nous l'entendons⁶⁵. Cette société reposant sur un fondement agraire, cette question de l'appropriation ne peut être considérée, sinon par un coup de force dogmatique, comme une question formelle : elle est indissociable de l'étude de l'ensemble des processus sociaux impliqués dans l'usage agricole de ces terres. Tous les formalismes médiévaux d'appropriation du sol n'ont aucun sens en dehors d'une analyse globale des processus de mise en culture et de répartition des produits de la terre, ainsi bien sûr que des mécanismes permettant le contrôle de toutes les contestations. Tous ces processus étaient complexes et évoluèrent, mais l'histoire n'en a pas été faite : la soi-disant "histoire du droit" telle qu'elle est pratiquée est plus un obstacle qu'une aide dans cette direction.

A côté de l'agriculture, le système de production médiéval ne connaissait que deux secteurs de quelque importance (au moins à partir du XI^e siècle) : le textile⁶⁶ et le bâtiment. L'étude de la construction au Moyen Age peut être prise comme pierre de touche de la capacité des médiévistes à rendre compte avec un minimum de clarté de processus qui tinrent une grande place dans cette société, mais qui échappent à l'emprise de notre "bon sens".

Dans toute l'Europe à partir du XI^e siècle, furent construits des églises et des châteaux de plus en plus imposants et dispendieux. Mouvement qui inspira à R.S. Lopez ces réflexions⁶⁷ : "La passion de construire toujours plus haut, toujours plus grand se propagea d'un pays à l'autre au XIII^e siècle. Des centaines de centres urbains ... se mirent à qui mieux

62 Régine ROBIN, "Fief et seigneurie dans le droit et l'idéologie juridique à la fin du XVIII^e siècle", *Annales historiques de la Révolution française*, 43-1971, pp. 554-602. Repris et commenté dans Ludolf KUCHENBUCH & Bernd MICHAEL (éds), *Feudalismus - Materialien zur Theorie und Geschichte*, Frankfurt, 1977.

63 Hannes KRIESER, *Die Abschaffung des "Feudalismus" in der französischen Revolution. Revolutionärer Begriff und begriffene Realität in der Geschichtsschreibung Frankreichs (1815-1914)*, Frankfurt, 1984.

64 André-Jean ARNAUD, *Essai d'analyse structurale du Code Civil français. La règle du jeu dans la paix bourgeoise*, Paris, 1973. *Les juristes face à la société du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, 1975.

65 C'est un point qui a échappé à presque tous les historiens du XIX^e siècle, obsédés par la justification de la propriété bourgeoise, "droit inviolable et sacré". Karl Marx lui-même parle de propriétés et de propriétaires médiévaux, avec tous les inconvénients pour l'analyse qui peuvent en résulter.

66 La bibliographie récente sur les textiles est fort pauvre. Monique DEPRAETERE-DARGER, *Tissu et vêtement. 5000 ans de savoir-faire*, Guiry-en-Vexin, 1988. Kay STANILAND, *Medieval Craftsmen : Embroiders*, London, 1991. Dominique CARDON, *Trésors textiles du Moyen-Age en Languedoc-Roussillon*, Carcassonne, 1993.

67 Robert S. LOPEZ, *Naissance de l'Europe*, Paris, 1962, p. 272.

mieux à édifier des monuments gigantesques ... hors de toute proportion avec leurs ressources et leurs besoins. Dès lors la bourgeoisie en avait fait les frais, non pas de ses deniers, mais en occasions perdues ...". R.S. Lopez paraît ignorer que des dizaines de milliers de villages se lancèrent dans des constructions qui, pour sembler plus modestes, n'en étaient pas moins "hors de toute proportion avec leurs ressources et leurs besoins". Surtout, après une telle allégation, on attendrait de R.S. Lopez qu'au moins il nous propose une hypothèse elucidant les raisons profondes d'une telle "disproportion" ; mais on ne trouve qu'une condamnation argumentée de la démesure et de l'impéritie. Ce qui était chez Adam Smith une déclaration de guerre n'est ici que la marque d'une parfaite bonne conscience dans cet anachronisme qui prête au sens commun, qui n'est en l'occurrence rien d'autre que l'expression de la logique sociale de la seconde moitié du XX^e siècle en Europe, une portée universelle.

Peut-être ne serait-il pas entièrement inutile d'examiner ce qu'ont pu dire les gens de l'époque. C'est ce qu'a tenté Martin Warnke dans une recherche sur "la sociologie de l'architecture médiévale au travers des sources écrites"⁶⁸.

L'introduction est consacrée au problème qu'on vient d'évoquer : dans quelle mesure les textes médiévaux éclairent-ils la notion de "besoin" ? On peut passer rapidement sur le cas des ponts, des hôpitaux, des halles, encore que les débats et les contestations aient été nombreux. Pour les bâtiments ecclésiastiques, Martin Warnke met en évidence dans les textes une véritable "topique de la comparaison", qui d'ailleurs évolua, topique utilisée pour évaluer en quelque sorte tous les bâtiments d'une certaine importance par comparaison avec des bâtiments analogues situés dans une aire interrégionale, c'est-à-dire éventuellement à l'autre bout de l'Europe. Ce véritable système d'évaluation s'imposait à tous ; dès lors que les édifices constituaient des instruments fondamentaux de légitimation, aucune institution, ecclésiastique au premier chef, ne pouvait renoncer à s'inscrire dans ce système, sauf à disparaître. Les constructions apparaissent ainsi comme moyens de représentation et outils de fonctionnement (et de réajustement tendanciel) du réseau ecclésiastique qui articulait l'Europe médiévale.

La première partie s'attache à la caractérisation des moyens mis en œuvre. Les textes sont fort attentifs à l'origine des ressources. Parfois un personnage unique, évêque, abbé, grand laïc, était en mesure de prendre en charge la totalité de la dépense et cela était pour lui un titre de gloire. Mais à la prolifération des *Eigenkirchen*, les clercs réagirent en élargissant le champ des donateurs. L'appel aux princes ne cessa pas, la préférence pour des sources éloignées permettant à la fois d'éviter une emprise gênante et de développer d'utiles réseaux à l'échelle européenne. Les diverses couches de la population furent aussi sollicitées, en contrepartie de bénéfices spirituels appropriés. A l'élargissement de l'éventail des ressources correspondait un partage tendanciel du pouvoir de décision. *Auxilium* et *Consilium* allaient de pair. Les exigences de droit de regard régulier aboutirent à la constitution des fabriques. Mais les prélats pouvaient utiliser la variété et la dispersion des financements pour conserver le contrôle des opérations ; ou bien, le cas échéant, utiliser des procédures d'appel, soit aux monarques, soit, plus fréquemment, à la papauté et à ses légats.

Dans une seconde partie, Martin Warnke essaie de saisir le discours médiéval relatif à la contrepartie attendue de la construction. Dieu et les pauvres étaient les destinataires proclamés ; toute forme d'égoïsme, déniée et vilipendée ; c'est là toute la difficulté du rapport entre *opus Dei* et bénéfices spirituels. Aux évêques seuls était réservée la possibilité (fort efficace) de distribuer des indulgences. En définitive bien plus commodes, et d'un usage très courant, les reliques. Invention de reliques, culte nouveau pour d'anciennes, pérégrination d'une châsse, autant de procédures qui déchaînaient l'enthousiasme et remplissaient les

68 Martin WARNKE, *Bau und Überbau. Soziologie der mittelalterlichen Architektur nach den Schriftquellen*, Frankfurt, 1976 (réed. 1984).

caisses. La présence et le culte des reliques apparaissaient comme une *garantie* fondamentale de participation à la béatitude des saints (*pignora sanctorum*) et, en donnant au saint, on tentait d'obtenir le patronage spirituel maximal. Le culte des saints était indiscutablement un des pivots essentiels de l'Église et du système social médiéval en général. S'agissant d'autre part de fortifications laïques, chacun mettait en avant la *publica utilitas*, aussi bien à propos de châteaux-forts que de palais princiers ou de fortifications urbaines. La situation variait selon les zones, donnant lieu à des tensions fréquentes. A partir du XIII^e siècle, se développèrent des codifications relatives aux droits de chaque corps et de chaque institution en matière de construction. De là des formes de stabilisation de ces entreprises, sous la forme de services urbains de construction ou des *œuvres* des cathédrales.

La troisième partie de l'enquête dans les textes vise à éclairer quelques causes et conséquences pratiques de ce vaste mouvement de développement de construction. A titre de facteur favorable, M. Warnke retient essentiellement l'essor de la circulation monétaire. Les grands chantiers virent le jour essentiellement du fait de la possibilité de mobilisation massive du numéraire⁶⁹. On a même l'impression que ces moyens financiers dépassèrent souvent les moyens techniques disponibles ; d'où, peut-être, un certain emportement et une fréquence élevée d'accidents de toutes sortes. Le nombre et l'importance de ces chantiers provoquèrent l'apparition de groupes de spécialistes, plus ou moins itinérants. Auprès de chaque chantier, la fonction d'administrateur (*camerarius*, *prepositus*) prit un poids croissant. Les organismes laïcs les mieux structurés tentèrent d'organiser les activités de construction (et de surveillance des travaux) à une vaste échelle : ce fut surtout le cas de la monarchie anglaise à partir du dernier tiers du XII^e siècle.

Le premier architecte urbain est mentionné à Bourges en 1247. Mais l'existence même des architectes était problématique : personnes à qui on confiait des tâches cruciales, alors même qu'il s'agissait de "vagants". D'où des tentatives de fixation, qui se multiplièrent à la fin du XIII^e siècle. En 1257, les deux architectes principaux de roi d'Angleterre furent faits chevaliers.

Martin Warnke conclut en montrant comment le passage d'opérations spatialement et socialement ponctuelles à des processus de plus en plus communs et impliquant des éléments de plus en plus nombreux de la structure sociale correspondit une élévation du niveau de qualification des exécutants et à des exigences accrues en termes de qualité du produit ; d'où résulta en retour une capacité plus large à apprécier ces produits et à élaborer une échelle de jugement de plus en plus fine.

On perçoit aisément tout ce qu'une telle approche peut apporter à une histoire de l'art accoutumée à se fixer sur les objets eux-mêmes, les textes étant au mieux examinés au coup par coup comme sources d'information sur tel ou tel objet. A partir du moment où, au contraire, les bâtiments sont conçus comme une forme de représentation de la société, la logique du jeu social peut reprendre sa place et des évolutions fondamentales par rapport à ce qu'on entend communément par "art" peuvent trouver un sens autre que celui de l'engendrement des formes par des formes. S'agissant d'opérations matériellement de grande ampleur, les textes insistent sur l'origine des ressources et, par là, ressort l'implication de groupes de plus en plus larges dans l'effort financier, facilité par l'essor de la circulation monétaire.

Mais ce constat d'une large participation et de l'existence de réseaux et de systèmes de comparaison laisse cependant irrésolue la difficulté fondamentale. Ni l'attrait des reliques, bien visible, ni le "repräsentativer Bauzwang", déduit, ne sont à même de rendre compte du sens social profond des bâtiments du culte en tant que pivots et éléments primordiaux de la

⁶⁹ On peut noter au surplus la concomitance (vers 1170-1200), en France du Nord, entre l'essor de l'architecture gothique et l'envol de la circulation monétaire.

structure sociale de l'Europe féodale. Les textes médiévaux comportent, sur cette difficulté comme sur bien d'autres, des éléments d'information irremplaçables. Mais ils ne peuvent guère faire mieux qu'exprimer le "sens commun" du XII^e ou du XIII^e siècle et il est peu raisonnable d'attendre d'un sens commun, de quelque époque qu'il soit, qu'il énonce la logique de son articulation, ou a fortiori la logique du système social dont il n'est qu'un des éléments. En définitive, si l'on veut rendre compte de cet énorme effort économique que constitua le mouvement de construction des églises aux XI^e-XIII^e siècles⁷⁰, on ne peut pas faire l'économie d'une réflexion méthodique sur le rapport du culte avec les lieux de culte dans le système médiéval, et sur le rôle de l'espace et d'une forme spécifique d'articulation sociale de l'espace dans ce même système. Autant dire mettre au jour la logique d'ensemble de cette société.

Analyser l'économie médiévale suppose de ne jamais perdre de vue qu'il faut mettre en relation des objets et les rapports sociaux qui seuls leur donnent un sens. On peut, sur cette base, entreprendre une description raisonnée du système de production médiéval. Mais ce système n'avait aucune autonomie par rapport à un tout social dont la logique générale n'est pas pensable dans les termes de ce que les représentations actuelles désignent comme l'"économique".

Réflexions

A l'encontre d'une tradition corporative invétérée, il faut rappeler que le refus de la réflexion n'est en aucun cas une vertu, et que, dans le cadre d'une activité intellectuelle, c'est une absurdité. La recherche historique a trop souffert de cette règle qui divise toute opération en deux phases : 1. *dépouillements*, 2. *rédaction*. Si l'on refuse l'existence d'une phase prolongée de *réflexion*, explicite et organisée, on réduit l'histoire à un récit, *μῦθος*, et l'historien au rang de simple administrateur de l'idéologie courante. Ne perdons pas de vue les conclusions du chartiste Georges Espinas, considérant l'histoire économique en France en 1906⁷¹ : "En un mot, à tous égards, il faudrait moins de faits et plus de théorie, moins d'analyses et plus de synthèses et, par cela même, il ne serait pas inutile d'être parfois moins concret et plus abstrait".

Tentons au moins de proposer quelques pistes dans cette direction. On essaiera en premier lieu de préciser quelles sont les principales questions, ou si l'on préfère les difficultés de base qui naissent de l'organisation spécifique du système de production et d'échange médiéval. Dans un second temps, on cherchera à montrer à quelles exigences doivent se soumettre les démarches analytiques, si l'on veut qu'elles aboutissent à des résultats acceptables ; on suggérera enfin divers axes de recherche susceptibles d'apporter quelque renouvellement à cette discipline.

La définition implicite de l'économie, dans notre société, est liée à la pratique de la comptabilité : comptes de la nation, comptabilités d'entreprises, budgets des ménages. Tout individu y apparaît d'une manière ou d'une autre comme consommateur ; mais le traitement

70 Sur la matérialité de ce mouvement, voir Roland RECHT (éd.), *Les bâtisseurs des cathédrales gothiques*, Strasbourg, 1989, et la synthèse de Günther BINDING, *Baubetrieb im Mittelalter*, Darmstadt, 1993. Sur la perception esthétique, Günther BINDING & Andreas SPEER, *Mittelalterliches Kunsterleben nach Quellen des 11. bis 13. Jahrhunderts*, Darmstadt, 1993. Günther BINDING, *Zur Methode der Architekturbetrachtung mittelalterlichen Kirchen*, Köln, 1993.

71 Georges ESPINAS, "Une bibliographie de l'histoire économique de la France au Moyen Age", *Le Moyen Age*, 10-1906, p. 17. Sur Georges Espinas (1869-1948), qui fut un des plus actifs collaborateurs des premières *Annales*, Lucien FEBVRE, *Combats pour l'histoire*, Paris, 1953, pp. 408-410 ; cf. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 107-1948, pp. 337-339.

des activités est bien plus problématique. Qui dit comptabilité, dit monétarisation, donc marchandise, donc marché, ou plutôt Marché, comme institution dominant toutes les autres. Dans notre société, le Marché est bien réel, et cette manière de considérer l'économie renvoie à des structures imposantes : l'analyse au travers de tableaux comptables, ou d'équations qui en dérivent, permet de rendre compte d'une partie au moins des "mécanismes" dudit Marché. Mais la dominance du Marché n'est pas un fait de nature : elle s'explique par un jeu spécifique de structures sociales, et c'est bien pourquoi l'économétrie ne peut toucher qu'une part limitée de la réalité, et toujours à l'intérieur d'un intervalle de temps assez bref, celui qui peut réalistement correspondre à cet artefact intellectuel que sont des "structures sociales fixes"⁷².

En revanche, dès qu'on remonte au delà du XVIII^e siècle, ou peut-être, dans certaines zones, de la seconde moitié du XVII^e, la dominance d'un marché général n'est plus une notion acceptable. Ce point est crucial. Il faut savoir qu'il est et qu'il a été contesté. Explicitement ou implicitement. Les fondateurs de l'économie politique classique, puis les marginalistes, ont posé comme un dogme préalable l'universalité du système du marché ; et il s'est même trouvé des anthropologues en nombre non négligeable pour tenter d'analyser selon ces principes l'économie de telle ou telle société dite primitive. Bien entendu, l'écart entre les principes et la réalité est alors tel que l'analyse ne peut éviter d'abandonner lesdits principes à peine après les avoir énoncés, pour dériver vers une description forcément pauvre, calée dans des cadres passe-partout forcément discordants⁷³.

Ce fut le grand mérite de l'"école historique" allemande d'avoir su, durant toute la seconde moitié du XIX^e siècle, dénoncer ce dogme intenable. Ses divers membres, de W. Roscher à G. Schmoller, pour ne citer que deux des plus connus, s'employèrent à montrer que l'économie, au cours de l'histoire, varie profondément, tant en ce qui concerne ses ressorts principaux que son rôle dans le tout social. C'est dans la ligne de cette tradition que se situa Karl Polanyi⁷⁴. Né à Budapest en 1886, celui-ci fit des études de droit et d'économie politique ; journaliste à Vienne, il émigra en 1933 et enseigna l'histoire économique en Angleterre d'abord, puis à partir de 1947 à New-York ; il mourut en 1964. Bien que Polanyi rejette l'évolutionnisme commun à la plupart des membres de l'"école historique", il partage profondément avec eux l'idée que la société contemporaine est la seule dans laquelle l'économie fonctionne selon les schémas des économistes. Il propose la notion d'"encastrement" (embeddedness) de l'économie dans d'autres rapports sociaux, et trois principes généraux de fonctionnement des systèmes économiques : réciprocité, redistribution, échange.

Il est curieux d'observer l'intérêt soutenu des historiens pour K. Polanyi durant les vingt dernières années⁷⁵, intérêt concomitant d'une complète ignorance des apports de l'"école

72 Il est assez plaisant d'observer ce que les économistes entendent par "institutions" ; pour eux, est "institution" tout élément de la société, extérieur à l'économie, dont la présence peut avoir des effets sur l'économie. C'est, au fond, tout ce qui gêne le "libre" jeu de l'économie, toujours conçue comme *nature*, par opposition à tout le reste, *artifice*.

73 La situation est en fait bien pire. Car la presque totalité des anthropologues utilisent comme des notions de base, sans la moindre réflexion critique, des termes comme "politique" ou "religion", inutilisables en dehors de la société contemporaine, sinon au prix de contresens permanents.

74 S.C. HUMPHREYS, "History, Economics and Anthropology : the work of Karl Polanyi", *History and Theory*, 8-1969, pp. 165-212. Maurice GODELIER, "Présentation" de la traduction française de Karl POLANYI & Conrad ARENSBERG, *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Paris, 1975 (original anglais, 1957), pp. 9-32. Marguerite MENDELL & Daniel SALEE (éds), *The legacy of Karl Polanyi : market, state and society at the end of the twentieth century*, London, 1991. Kari POLANYI-LEVITT (éd.), *The life and work of Karl Polanyi*, Montréal/New-York, 1990.

75 Voir par exemple la dénégation agressive et intenable de Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t.2, Paris, 1979, p. 12. Michel AUSTIN & Pierre VIDAL-NAQUET, *Économies et*

historique" et de la déroute des tentatives d'histoire économique qu'elle avait pu inspirer. On est pour le moins perplexe quand on songe que, pendant des décennies, l'histoire économique médiévale ou celle du XVI^e siècle ont été enseignées en France au travers de manuels explicitement et systématiquement organisés autour du "jeu de l'offre et de la demande"⁷⁶. Comment, dans ces conditions, faire grief aux étudiants d'un quelconque anachronisme, même le plus flagrant ?

Il serait certainement utile de relire attentivement les travaux de l'"école historique", mais il ne saurait être question de réhabiliter l'évolutionnisme de cette école, ni non plus la typologie de K. Polanyi. Car le rejet des dogmes universalistes de l'économie politique, si nécessaire soit-il, ne prend un sens qu'à partir du moment où, sur la base d'une définition "substantive" de l'économie, on parvient à élaborer un cadre notionnel suffisant au moins pour poser efficacement la question des rapports entre le tout social et l'ensemble des phénomènes de production⁷⁷.

Un petit questionnaire d'apparence rudimentaire offre une approche plus concrète : 1. qui contrôle l'accès aux ressources et outils de production ? 2. qui contrôle le processus de production au sens étroit (procès de travail) ? 3. comment sont répartis les produits ? En face de telles questions, la tentation est de répondre en proposant des noms de "groupes sociaux" ; et c'est ce qu'il faut éviter à tout prix. Ces questions portent sur des rapports sociaux, il faut répondre en termes de rapports sociaux. Si, selon la terminologie de K. Polanyi, l'économie était "encastrée", cela signifie en fait qu'il n'existait pas de structures sociales spécifiques et autonomes pour, en quelque sorte, gérer ce genre de fonctions. Une abbaye, un corps urbain, une parentèle, étaient des formes concrètes d'organisation sociale, parmi d'autres⁷⁸, au sein desquelles fonctionnaient les rapports sociaux que nous tentons d'identifier. Chacun voit que l'interrogation inévitable à cet instant est : quel rôle jouaient ces rapports liés à la production au sein de structures dont l'objet explicite apparaît tout autre ?

On connaît l'hypothèse formulée par Karl Marx : le mouvement même de l'histoire résulte des tensions entre dominants et dominés. Ce faisant, Marx se bornait à reprendre à son compte la formule de Guizot : "L'histoire de l'Europe est l'histoire de la lutte des classes"⁷⁹. Et Guizot lui-même élargissait et généralisait l'idée de Voltaire d'une Europe émergeant de l'obscurantisme par la lutte des bourgeois et des villes pour la civilisation⁸⁰. On doit souligner que K. Marx n'a jamais donné d'image construite et cohérente du système de domination médiéval⁸¹. En revanche, outre un système conceptuel d'une efficacité analytique qu'aucune tentative postérieure n'a réussi à approcher, même de loin, on lui doit, sur le sujet qui nous occupe, quelques observations dont la portée ne saurait être surestimée, et dont on retiendra deux ici.

sociétés en Grèce ancienne (Périodes archaïque et classique), Paris, 1972. Le dossier "Pour une histoire anthropologique. La notion de réciprocité", *Annales E.S.C.*, 29-1974, pp. 1309-1380, notamment les contributions de Lucette Valensi, Nathan Wachtel, Georges Duby, Marc Augé, Maurice Godelier.

⁷⁶ Guy FOURQUIN, *Histoire économique de l'Occident médiéval*, Paris, 1969. Frédéric MAURO, *Le XVI^e siècle européen. Aspects économiques*, Paris, 1970.

⁷⁷ Nos réflexions doivent beaucoup à l'enseignement de Maurice Godelier (voir notamment *Horizons, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, 1973. *Un domaine contesté : l'anthropologie économique*, Paris, 1974. *L'idéal et le matériel. Pensées, économies, sociétés*, Paris, 1984).

⁷⁸ Ludolf KUCHENBUCH, *Bäuerliche Gesellschaft und Klosterherrschaft im 9. Jahrhundert. Studien zur Sozialstruktur der Familia der Abtei Prüm*, Wiesbaden, 1978. Reyna PASTOR, Isabel ALFONSO ANTON, Ana RODRIGUEZ LOPEZ, Pablo SANCHEZ LEON, *Poder monástico y grupos domesticos en la Galicia Foral (siglos XIII-XV). La casa. La comunidad*, Madrid, 1990.

⁷⁹ François GUIZOT, *Histoire de la civilisation en Europe*, Paris, 1828, septième leçon.

⁸⁰ C'est la thèse fondamentale de l'*Essai sur les mœurs* (voir Ludovico GATTO, *Medioevo voltairiano*, Roma, 1972).

⁸¹ L. KUCHENBUCH, "Die Entwicklung", cf. note 22.

La remarque d'abord qu'une circulation monétaire, même fort active, ne mène pas nécessairement au capitalisme⁸² : "La simple existence de la fortune en argent et même la conquête d'une certaine suprématie de sa part ne suffisent nullement pour que la dissolution se produise en aboutissant au capital. Sinon, l'ancienne Rome, Byzance, etc., auraient achevé leur histoire avec le travail libre et le capital, ou plutôt entamé une nouvelle histoire. Car là-bas aussi, la dissolution des anciens rapports de propriété fut liée au développement de la fortune en argent - du commerce, etc. Mais, au lieu de mener à l'industrie, cette dissolution mena en fait à la domination de la campagne sur la ville". Ce que nous traduirions volontiers en disant qu'il faut éviter de confondre la monétarisation de l'économie et la domination du Marché.

La seconde observation est bien plus fondamentale, elle revient à de nombreuses reprises ; elle consiste à souligner que le système capitaliste est le premier dans lequel l'exploitation, i.e. le prélèvement de surtravail par les dominants sans contrepartie, s'effectue au travers d'un mécanisme lié au Marché, le salariat, qui revêt les apparences d'un échange équitable. Tous les systèmes antérieurs procédaient au contraire par prélèvements explicites et visibles en tant que tels⁸³. Ce point était considéré par Marx comme une sorte de fait général d'expérience et il ne s'y est guère attardé, toute l'entreprise du *Capital* visant à élucider la situation contemporaine. Marx, tout bien pesé, ne semble pas s'être sérieusement interrogé sur les mécanismes concrets d'évolution des systèmes précapitalistes ni sur la logique propre de leur dynamique⁸⁴.

S'agissant du Moyen Age, une fois reconnu que la logique du marché était étrangère au système, nous nous retrouvons devant trois grandes questions :

1. Qu'est-ce qui assurait le fonctionnement et la reproduction d'un système social dans lequel la fraction dominante de la société effectuait des prélèvements visibles et sans contrepartie autre que fictive ? Ou, si l'on préfère, qu'est-ce qui assurait à cette classe dominante une légitimité telle que ses exigences aient pu paraître, pendant des siècles, à la grande masse de la population comme fondées en nature ?
2. Les échanges, car ils existaient cependant, restaient limités et, sinon ponctuels, du moins fragmentés en circuits localisés et/ou ne communiquant pas entre eux. Tout se passe comme si le système social avait été très largement organisé pour éviter que les échanges puissent avoir le moindre effet sur les structures de la société. L'Europe est une zone assez vaste, et il n'est guère discutable qu'elle a connu pendant plus d'un millénaire un système social non dénué de cohérence et d'homogénéité. La notion de civilisation médiévale n'est pas contestée⁸⁵. Mais alors, en l'absence de marché général, d'où provenait cette cohérence ? Par quels rapports sociaux était-elle assurée ?
3. De même qu'il tendait à renfermer les échanges dans un espace étroitement délimité, le système médiéval visait une reproduction à l'identique. L'idéal social partout proclamé et répété était le maintien⁸⁶ ; et, en vérité, la lutte contre la dégradation partout menaçante

82 Karl MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie (Rohentwurf)*, Berlin, 1953 (d'après l'édition de D. Riazanov, Moscou, 1939-41), p. 405. Traduction française, *Manuscrits de 1857-1858*, sous la direction de Jean-Pierre Lefebvre, Paris, 1980, t.1, p. 444.

83 Le texte le plus connu, et le plus maltraité, est au livre III du *Capital*, 6^e section, chapitre 47 : "la rente en travail" (édition Diez, pp. 798-802 ; trad.fr. de C. Cohen-Solal et G. Badia, t.VIII, pp. 170-174).

84 D'où l'intérêt, et les limites drastiques, des travaux, se réclamant de Marx ou non, qui focalisent toute l'attention sur la relation d'antagonisme : Hartmut ZWAHR, *Herr und Knecht. Figurenpaare in der Geschichte*, Leipzig, 1990.

85 Sinon par tous les tenants (qui furent nombreux et n'ont malheureusement pas disparu) des traditions historiographiques nationales, qui s'imaginent qu'une île, une péninsule, une « race », ont produit une histoire qu'ils annoncent *a priori* « irréductible » et évidemment hors de toute discussion, puisqu'il s'agit d'une « énigme » ou d'un « miracle »...

86 Jacques LE GOFF, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris, 1964, pp. 254 et 397-402. On trouve une

apparaissait le plus souvent comme un idéal inaccessible ; une éventuelle amélioration sur un point particulier était le plus souvent ressentie comme la contrepartie d'une perte sur un autre. Et pourtant l'Europe médiévale est loin d'être demeurée immobile ; et le mouvement, plus ou moins cahotant, qui l'emporta du VII^e au XVI^e siècle est rarement considéré comme une décrépitude par les historiens. D'où sortit ce mouvement ? Mesuré à l'aune des critères contemporains, il a quelques apparences d'enrichissement, voire de progrès : progrès d'une société dont l'idéal était l'immobilité ?

Ces trois questions, - légitimité de la domination, fondements de la cohérence, ressort des transformations -, sont incontournables si l'on entend tenir compte de la spécificité de l'organisation sociale de l'Europe médiévale, et aussi bien de son système de production. Questions bien rarement soulevées.

Si quelques médiévistes aperçoivent parfois (de loin !) cette difficulté, ils se rassurent instantanément par un petit syllogisme qui, croient-ils, montre l'impossibilité d'une vue assez globale pour correspondre à des questions de ce genre. La pratique professionnelle est en effet ainsi structurée qu'elle valorise, contre toute rationalité, une "spécialisation" à outrance. Les médiévistes, comme la plupart des historiens, ont ainsi, le plus souvent, une pratique étroitement parcellaire : qui un dépôt d'archives, qui une collection de manuscrits, qui un champ de fouilles ; ou bien telle micro-structure à l'intérieur de tel cadre spatio-temporel aussi restreint que possible. La plupart des historiens s'imaginent qu'une telle restriction du cadre d'observation évite les erreurs par ignorance et assure la *familiarité* nécessaire avec le champ choisi. Du coup, l'élargissement de l'angle d'observation, lorsqu'on l'envisage, s'opère par juxtaposition de familiarités : d'où la prolifération des ouvrages collectifs, où l'alignement de spécialistes patentés n'aboutit jamais à aucune approche cohérente.

L'idéologie péremptoire de l'"interdisciplinarité" repose sur une confusion radicale : la vision chatoyante du kaleïdoscope n'est qu'une illusion ; illusion plaisante, illusion tout de même, et à l'opposé de toute amélioration des connaissances. Pour une raison simple : familiarité n'est pas intellection. Au contraire. Lorsqu'on a fréquenté longuement, en évitant de se poser toute question d'ordre général, des chartes qui renvoient à des processus sociaux incompréhensibles ; des chroniques truffées de récits à dormir debout ; des pénitentiels tissés d'injonctions absurdes ; des documents judiciaires qui trahissent des pratiques barbares et inefficaces ; des monuments énormes destinés à des liturgies rocambolesques, ... on finit en effet par s'accoutumer à n'importe quoi ; on finit même par ressentir un certain plaisir à une familiarité avec des objets aussi exotiques, et l'on éprouve moins que jamais l'envie de comprendre. Le progrès d'une connaissance rationnelle suppose une lutte méthodique contre la tentation de la familiarité ; la volonté de rapprocher ce qui d'ordinaire ne l'est pas⁸⁷, et de faire éclater les notions courantes. Faut-il vraiment du *courage* pour refuser de respecter toute croyance qui apparaît comme un obstacle au progrès des connaissances rationnelles ?

L'histoire économique se fonde en large partie sur des textes, mais aussi sur des

comparaison très éclairante de polyptyques lotharingiens entre les IX^e et XII^e siècles dans Ludolf KUCHENBUCH, "Lavoro e società dal tardo X secolo al primo XII. Note basate prevalentemente sulla tradizione urbanaria a nord delle Alpi" in Cinzio VIOLANTE & Johannes FRIED (éds), *Il secolo XI : una svolta ?* Bologna, 1993, pp. 205-235.

87 A l'inverse d'une interdisciplinarité illusoire, il nous semble nécessaire de plaider pour une *plurispécialisation*, c'est-à-dire la capacité d'un même historien à dominer parfaitement plusieurs champs de spécialisation (deux au moins) : seule manière effective de travailler dans plusieurs champs avec le même outillage notionnel, c'est-à-dire d'éviter la juxtaposition, qui n'est jamais rien d'autre qu'un dialogue de sourds. Peut-être ne serait-il pas non plus entièrement inutile de rappeler qu'une spécialisation ne devrait être proposée qu'à des historiens ayant d'abord démontré l'acquisition de solides compétences *générales*.

objets. S'agissant d'économie médiévale, la part des objets tend à s'accroître, en particulier du fait du développement de l'archéologie et des techniques d'analyse de plus en plus efficaces qui lui sont liées. La principale difficulté, dans un cas comme dans l'autre, est d'apercevoir les rapports sociaux qui, *seuls*, donnent leur sens tant aux mots qu'aux objets.

Les rapports sociaux ne sont pas comme les pièces d'un moteur ou les cellules d'un organisme : ils n'ont d'existence que pour autant qu'ils ont un sens, sens qui ne peut renvoyer à rien d'autre qu'à une structure globale qu'on appelle une société. Là résident l'embarras et le problème tant de la sociologie que de l'histoire : découvrir à chaque instant la relation entre des réalités matérielles perceptibles et les rapports sociaux, fondamentalement abstraits, qui leur donnent corps. De là l'importance capitale des outils d'analyse, de l'instrumentarium scientifique et de son mode d'emploi. On évoquera ici trois aspects : la question des structures sémantiques, le problème de la soi-disant "culture matérielle", l'objectif d'articulation des divers rapports sociaux.

Les textes sont faits, apparemment, de mots. L'historien doit à chaque pas se rappeler que le vocabulaire n'est pas un tas de vocables, mais un enchevêtrement de structures sémantiques. Contre l'illusion atomiste du dictionnaire, il faut se souvenir qu'un mot n'est qu'un nœud de relations au sein d'un champ sémantique (ou de plusieurs). Cette notion de champ sémantique est une des plus grandes découvertes des sciences sociales au XX^e siècle, et on lui fait un sort misérable⁸⁸. Bien entendu, les champs sémantiques que l'on parvient péniblement à reconstruire en disséquant les textes disponibles ne renvoient à aucune autre "réalité" qu'à des représentations ; mais, justement : il est essentiel de ne pas oublier qu'il n'est aucune activité économique sans représentations ; et que toute histoire économique qui néglige la reconstruction des représentations afférentes aux activités étudiées aboutit très rapidement à des incongruités. On se contente le plus souvent de quelques notes sur les vocables qui désignent des objets ou des actions sans équivalent dans le lexique actuel ; mais seule une étude méthodique de la totalité du vocabulaire des textes utilisés peut laisser espérer un repérage des articulations importantes au sein des représentations concernées. En dehors d'une telle démarche, on s'expose à prendre des variantes secondaires pour des distinctions importantes ou, pire encore, à laisser échapper des relations de base. Si l'on considère l'état actuel de la recherche, il n'est pas indispensable de disposer du don de prophétie pour penser que, le jour où une telle démarche sera effectivement mise en œuvre, les vues que nous avons de l'économie médiévale seront profondément modifiées.

Il ne saurait pourtant être question de considérer les représentations ayant cours dans une société comme une figure adéquate de cette société et de son fonctionnement : il faut connaître les taxinomies indigènes, qui sont un élément de la réalité sociale analysée, mais un élément seulement, et un élément ambivalent : chargé de structurer les processus, mais aussi, et dans bien des cas surtout, d'en camoufler la nature profonde. Par exemple, d'assimiler des processus différents, ou au contraire de faire passer pour capitales des différences minimales sinon fictives. Et ce processus de décalage et de décentrement est lui-même un rapport social dont il y a lieu de tenir grand compte. C'est bien pourquoi on ne saurait renoncer à la constitution d'une terminologie scientifique, qui ne peut en aucun cas se confondre avec les notions actuelles courantes, mais ne saurait pas davantage être formée du lexique de l'époque considérée. Sur ce point comme sur le précédent, il est inutile d'insister sur l'écart entre l'idéal et la réalité de la situation historiographique.

L'intérêt pour les objets pris en eux-mêmes était et reste entièrement une affaire

88 Jost TRIER, *Aufsätze und Vorträge zur Wortfeldtheorie*, Berlin, 1973. Pierre GUIRAUD, *La sémantique*, Paris, 1955. Régine ROBIN, *Histoire et linguistique*, Paris, 1973. Lothar SCHMIDT (éd.), *Wortfeldforschung : zur Geschichte und Theorie des sprachlichen Feldes*, Darmstadt, 1973. Horst GECKELER, *Strukturelle Semantik und Wortfeldtheorie*, München, 1982.

d'antiquaires. Au pire sens du terme : *laudatores temporis acti*. Seule une société déboussolée peut accepter de reconnaître une "valeur" à un morceau de bois ou à un mur informe au seul prétexte qu'ils sont anciens ("d'époque"). Et la collection bien connue "La vie quotidienne à ..." correspond pour l'essentiel, reconnaissons-le, à ce travers ; inoffensif certes, mais sans rapport avec une perspective scientifique. Et l'on se heurte à des ambiguïtés plus que fâcheuses lorsqu'on considère les pratiques rangées sous des bannières comme "culture matérielle"⁸⁹ ou "Alltagsgeschichte"⁹⁰. Un matérialisme primitif y côtoie volontiers des revendications ethno-nationalistes, voire une démagogie populiste qui vire au *völkisch* sans crier gare.

Un exemple, limité mais éclairant, est fourni par la numismatique. Cette pratique, stricto sensu, est d'ordre descriptif et muséographique : identifier et dater des types monétaires. A ce stade, la seule utilité de la numismatique, pour l'historien, est de faciliter la transformation des stratigraphies de fouille en chronologies absolues. Le passage de l'étude des monnaies (rondelles métalliques) à la monnaie (outil des échanges) est, en pratique, extrêmement périlleux et débouche fréquemment sur cette catastrophe intellectuelle qu'est le monétarisme. D'où, hélas, par réaction, la catastrophe inverse qu'est l'histoire monétaire qui prétend se passer de toute considération des espèces métalliques en tant que réalité matérielle et marchandise. Les tentatives équilibrées, celles qui restent méthodiquement attentives au fait que la monnaie ancienne est, indissolublement, une réalité matérielle et un rapport social, sont rarissimes. Saluons l'effort récent de Marc Bompaire⁹¹.

Tout historien qui a fouillé l'a éprouvé à bien des reprises : on trouve dans le sol beaucoup d'objets qui se laissent très malaisément identifier et tant qu'un objet n'est pas identifié (c'est-à-dire aussi longtemps qu'on ne peut pas dépasser la définition "élément de mur" ou "objet métallique"), il demeure pour ainsi dire inexistant au regard de l'analyse, et la quantité d'information qu'on en tire, voisine de zéro⁹². Le "mur" ne devient utile que si l'on dit : mur de soutènement, mur de clôture, habitat, atelier, lieu de culte, etc., c'est-à-dire si l'on indique son usage social, autrement dit son sens. Sans aucun doute (à nos yeux...) il est plus important, s'agissant d'une société dans une zone et une époque données, de savoir si les habitats étaient des tentes, des cabanes en bois, des masures en pisé ou des maisons en pierre de taille, que de connaître la chronologie des "souverains" et des batailles ; s'agissant de sociétés médiévales, il arrivait plus souvent que se cotoyassent des cabanes en torchis et de grandes bâtisses en bois, ou des masures et d'imposantes demeures de pierre. Il est indispensable à l'analyse du fonctionnement d'une société de bien connaître les contraintes, en matière de ressources et de techniques, auxquelles elle se heurtait, mais ces contraintes ne sont pas séparables des contraintes purement sociales, engendrées en particulier par les formes spécifiques de reproduction des rapports sociaux utilisées dans la société considérée⁹³. Tenir compte de certaines de ces contraintes et oublier les autres conduit rapidement à la fiction et à l'incohérence.

89 Présentation pondérée de Jean-Marie PESEZ, "Histoire de la culture matérielle" in Jacques LE GOFF (éd.), *La nouvelle histoire*, Paris, 1978, pp. 98-130.

90 Présentations raisonnées dans Otto BORST, *Alltagsleben im Mittelalter*, Frankfurt, 1983 ; Gerhard JARITZ, *Zwischen Augenblick und Ewigkeit. Einführung in die Alltagsgeschichte des Mittelalters*, Wien, 1989 ; Christopher DYER, *Standards of Living in the Later Middle Ages. Social Changes in England c.1200-1520*, Cambridge, 1989.

91 Chapitres IV, V-V, IV-VI, VIII dans *L'économie médiévale*, cf. note 1.

92 Intéressantes observations de Philippe BRUNEAU, "Sur un prétendu biaisement : à propos du classement archéologique", *Annales E.S.C.*, 29-1974, pp. 1475-1482.

93 Robert DELORT, *Le commerce des fourrures en Occident à la fin du Moyen Age*, Rome, 1978. Carlos ASTARITA, *Desarrollo desigual en los origenes del capitalismo. Castilla siglos XIII a XVI*, Buenos Aires, 1992.

Tout conduit à penser que les deux notions de *sens* et de *structure sociale* sont coextensives, sinon interchangeables jusqu'à un certain point. L'antiquaire, le généalogiste et le biographe cultivent des préoccupations qui, tout estimables qu'elles soient, n'ont guère de point de contact avec celles de ceux qui s'efforcent de rendre compte rationnellement de l'évolution du passé humain. L'historien part de l'idée que chaque société attribue à ses pratiques un sens qui lui est propre : la reconstitution laborieuse de ce sens n'est rien d'autre que celle des structures et de la dynamique de la société considérée. L'étude des phénomènes de production dans la société de l'Europe féodale ne peut négliger ni la reconstitution des structures de représentation ni celle de toutes les réalités matérielles concernées. Il est impératif de reconstituer les relations de tous ces éléments les uns avec les autres ; la substance de l'ensemble de ces relations est la structure sociale elle-même⁹⁴.

Tentons pour terminer de suggérer brièvement quelques stratégies pratiques : liquider des notions inappropriées ; identifier des relations-clés ; utiliser des procédures numériques pour essayer de cerner certaines structures ou même d'en tester la cohérence.

Qui reproche à Louis XIV de n'avoir pas utilisé des chars d'assaut, ou à Napoléon de n'avoir pas envoyé des fusées dans la lune ? Nombreux sont pourtant les médiévistes qui ne craignent pas de regretter le "faible niveau des investissements" dans la société médiévale ; un volume récent s'intitule sans réticence "la croissance agricole dans le haut Moyen Age", confondant sans doute l'abbé de Corbie avec un farmer du Middle-West ... Un auteur qui se déclare marxiste parle de "capital seigneurial agraire" et même de "capital seigneurial industriel"⁹⁵. G. Fourquin, outre la loi de l'offre et de la demande, la croissance et les investissements, ajoute les "trois secteurs" et, pour faire bon poids, annonce : "le développement est une course de vitesse entre la croissance démographique et le progrès technique : c'est précisément l'image qu'offrent les XI^e-XII^e-XIII^e siècles"⁹⁶. Naturellement, les XIV^e et XV^e siècles sont ceux de la "grande dépression"⁹⁷. Si l'on ajoute propriété, salariat et conjoncture, on ne voit plus guère ce qui distingue l'Europe du IX^e ou celle du XIII^e de la nôtre. Cela d'ailleurs était peut-être la conception, avouée ou inavouée, des auteurs cités. S'il s'agit de "prouver" l'éternité de notre système social, cela a un sens. Si l'on prend au sérieux l'idée de transformation et de dynamique sociales, toutes ces notions doivent disparaître incontinent du vocabulaire des médiévistes.

Inutile de nous appesantir : l'élimination de toutes ces notions et de leur environnement (croyance en l'éternité des notions de notre sens commun, croyance aux "propensions", elles aussi éternelles) n'est pas une mince affaire et nécessitera courage et énergie.

La contrepartie inévitable de cette opération se conçoit aisément : le repérage et la détermination des relations-clés spécifiques de la structure de l'économie médiévale⁹⁸. La sociologie⁹⁹, et peut-être encore davantage l'anthropologie, pour autant qu'elles correspondent à leur visée comparative universaliste, ont réussi jusqu'à un certain point à élaborer des

94 Pierre TOUBERT, *Les structures du Latium médiéval*, Rome, 1973.

95 Isaac JOSHUA, *La face cachée du Moyen Age. Les premiers pas du capital*, Paris, 1988.

96 Robert DESCIMON, "La France moderne, quelle croissance ?", *Annales E.S.C.*, 34-1979, pp. 1304-1317.

97 Joseph MORSEL, "Crise ? Quelle crise ? Remarques sur la prétendue crise de la noblesse allemande à la fin du Moyen Age", *Sources - Travaux historiques*, 14-1988.

98 Une des œuvres les plus fécondes est celle de Chris WICKHAM (*The mountains and the city*, Oxford, 1988. "Problems of comparing rural societies in early medieval Europe" *Transactions of the Royal Historical Society*, 6-2, 1992, pp. 221-246. *Comunità e clientele nella Toscana del XII secolo*, Firenze, 1994).

99 S'agissant de notre sujet, une approche qui donne à réfléchir : Christian BAUDELLOT, Roger ESTABLET, Jacques TOISER, *Qui travaille pour qui ?* Paris, 1979.

notions extérieures au sens commun et douées d'une bonne efficacité analytique ; mais les emprunts sont difficiles pour maintes raisons ; beaucoup de notions employées par les ethnologues n'ont en réalité qu'une valeur descriptive et locale. On doit se méfier particulièrement de toutes les typologies passe-partout, dont la valeur explicative est presque toujours nulle et dont l'usage instrumental est très périlleux, car toute typologie recèle des distinctions et des regroupements dont la logique correspond rarement à celle de la structure étudiée. D'une façon générale, on peut dire que la société médiévale, très profondément différente de la nôtre, est non moins radicalement distincte de la plupart des sociétés qui intéressent les anthropologues.

On a proposé de dénommer *dominium* la relation fondamentale de dépendance médiévale, par laquelle le dominant exerce simultanément et en un seul mouvement sa domination sur les terres et sur les hommes. Un complément essentiel de cette relation est une forme spécifique de représentation de l'espace, qu'on peut définir comme un espace hétérogène et polarisé. On peut montrer aussi que cette structure est porteuse d'une dynamique (purement *sociale*) spécifique, qui se traduit notamment, au XII^e siècle, par deux mouvements de grande portée : l'*encellulement* et la naissance de la *topolignée*¹⁰⁰.

La forme pratique qui structura toute l'Europe féodale fut l'Église, véritable épine dorsale du système : l'Église était l'institution dominante du système féodal européen, comme le Marché est celle du monde contemporain. Ce qui, soit dit en passant, correspond au fait, généralement dénié, que le haut clergé était la fraction supérieure de la classe dominante.

La logique de fonctionnement de cette institution dominante était déterminée par son rôle fondamental de support et de mise en forme du rapport de *dominium*. C'est dans ce cadre que prennent tout leur sens les recherches originales et incisives de Bartolomé Clavero¹⁰¹, qui a entrepris de démontrer la cohérence sociologique et économique du discours "théologique" des grands penseurs espagnols du XVI^e siècle, Vitoria, Soto, Bañez, Molina¹⁰². Des notions de base comme *caritas*, *justicia*, *gratia*, *beneficium*, à l'examen, révèlent des sens sans rapport avec ceux que leur prête l'idéologie saint-sulpicienne, des sens qui définissent précisément des formes de rapports sociaux, dont l'ensemble constitue un véritable modèle, cohérent, de structure sociale ; modèle dont il ne serait pas trop malaisé de montrer la forte proximité avec les grands axes de la structure sociale réelle de l'Europe médiévale.

Il serait probablement non moins intéressant d'examiner des groupes comme *ordo*, *potestas*, *auctoritas*, ou *ars*, *labor*, *opus*. De nombreuses enquêtes de ce genre seront nécessaires pour parvenir à cerner les relations qu'il y aura lieu de retenir spécialement.

Une dernière voie paraît devoir être considérée comme une des priorités actuelles : mettre sur pied une véritable statistique historique qui, tenant compte des erreurs et des insuffisances de l'"histoire quantitative", permette la mise en œuvre de procédures réellement statistiques et appropriées à l'analyse des structures historiques anciennes, ce qui suppose notamment un rejet quasi-principiel de la plupart des méthodes de l'économétrie. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, de telles procédures, réellement congruentes avec les objectifs de la recherche historique, sont en grande partie à inventer. Car s'il est vrai, comme le pensent les statisticiens de formation mathématique, que la statistique est une, et

100 A. GUERREAU, *Le féodalisme, un horizon théorique*, Paris, 1980, pp. 177-210. "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal européen" in Neithard BULST & Robert DESCIMON (éds), *Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e siècles)*, Paris, 1994.

101 Bartolomé CLAVERO, *Antidora. Anthropologia catolica de la economia moderna*, Milano, 1991. Je remercie Jean-Frédéric Schaub de m'avoir signalé et procuré cet ouvrage très important.

102 Il est un peu dommage que cette analyse soit si étroite dans sa visée chronologique. Il faudrait aller voir saint Augustin d'un côté, et la fin de la condamnation de l'usure, dans les années 1840 (Paul DROULERS, *Action pastorale et problèmes sociaux sous la Monarchie de Juillet*, Paris, 1954, pp. 258-274).

que les principes ne varient pas selon les secteurs d'utilisation, il faut insister sur l'aspect appliqué de cette discipline. Le pharmacien n'utilise pas la statistique comme l'agronome, ni comme l'ingénieur, ni comme l'économiste. Or les problèmes les plus courants de l'historien, s'ils peuvent avoir des analogies avec ceux des sociologues, des géographes ou des linguistes, n'en sont pas moins spécifiques : les objets se présentent différemment, et les questions qui se posent ne sont pas les mêmes ; l'historien procède rarement par sondage ou échantillonnage et le problème de la prévision lui est totalement étranger ; mais les données sont le plus souvent dispersées dans le temps, fréquemment lacunaires ; il s'agit très rarement de répondre à une question ponctuelle, mais au contraire de détecter des relations susceptibles de contribuer à la reconstitution d'une structure ; les données sont souvent hétérogènes, mais sans que l'historien sache a priori en quoi. Bref, c'est toute la démarche et la stratégie de recherche statistiques qui, pour être efficaces, doivent être spécifiques. S'agissant spécialement d'histoire médiévale, on est bien loin du compte.

Le profane peut se demander : quelles sources le médiéviste peut-il soumettre à analyses statistiques ? On pense en premier lieu aux documents qui comportent eux-mêmes des indications chiffrées. Les sources fiscales et comptables deviennent, en France, très abondantes dès le milieu du XIV^e siècle. Les sources domaniales existent en quantité non négligeable dès le IX^e siècle, et l'on ne peut pas dire qu'elles aient été soumises méthodiquement à des analyses statistiques approfondies. D'autres documents, non récapitulatifs mais assez nombreux, peuvent être tout aussi aisément traités : les chartes, les actes notariés¹⁰³. Les prétextes avancés pour éviter de tels traitements sont de purs aveux d'incapacité.

Il reste que le médiéviste dispose de deux moyens d'approche au potentiel informatif très élevé : les ensembles d'objets et les textes pris en eux-mêmes.

Chaque année voit paraître de nouveaux inventaires ou catalogues : atlas des châteaux-forts ou des bourgs castraux ; inventaires des vitraux médiévaux ; catalogue d'épées médiévales ; catalogue de sites ruraux gallo-romains des III^e-V^e siècles fouillés ; catalogue d'analyses archéo-zoologiques dans des sites médiévaux¹⁰⁴. Deux sources paraissent spécialement prometteuses : les manuscrits et les trésors monétaires.

Une analyse statistique de quelques milliers de manuscrits a déjà montré le chemin¹⁰⁵. A partir de la fin du XIII^e siècle, le papier, identifié par ses filigranes (pour l'essentiel catalogués et datés) constitue sans doute la marchandise la plus massivement et la mieux conservée¹⁰⁶ : on parviendra certainement à délimiter les zones de production, les modes de

103 Dédits de la documentation, beaucoup de phénomènes apparaissent en forme de populations. Les individus, bien sûr, d'où l'intérêt de la prosopographie (Neithard BULST et Jean-Philippe GENET (éds), *Medieval Lives and the Historian. Studies in Medieval Prosopography*, Kalamazoo, 1986. Mais aussi certaines entités institutionnelles ou certaines productions intellectuelles, comme les manuels de marchands, qui constituent un matériau exceptionnel pour l'étude du développement de la rationalité bourgeoise (Jochen HOOCK & Pierre JEANNIN (éds), *Ars mercatoria. Handbücher und Traktate für den Gebrauch des Kaufmanns (1470-1820)*, Paderborn, 1991-).

104 Charles-Laurent SALCH, *Dictionnaire des châteaux et des fortifications du Moyen Age en France*, Strasbourg, 1979. Eric Affolter, André BOUVARD, Jean-Claude VOISIN, *Atlas des villes de Franche-Comté. I. Les bourgs castraux de la Haute-Saône*, Nancy, 1992. Tous les volumes du *Corpus vitrearum*. Ewart OAKESHOTT, *Records of the Medieval Sword*, Woodbridge, 1991. Paul VAN OSSEL, *Etablissements ruraux de l'Antiquité tardive dans le nord de la Gaule*, Paris, 1992. Frédérique AUDOIN-ROUZEAU, *Hommes et animaux en Europe. Corpus de données archéozoologiques et historiques*, Paris, 1993. Des travaux de synthèse à partir de sources matérielles commencent à apparaître ; parmi bien d'autres, Michael R. McCARTHY & Catherine M. BROOKS, *Medieval Pottery in Britain AD 900-1600*, Leicester, 1988.

105 Carla BOZZOLO & Ezio ORNATO, *Pour une histoire du livre manuscrit au Moyen Age. Trois essais de codicologie quantitative*, Paris, 1980 (supplément 1983).

106 Pierre SCHMITT, "Essai d'une histoire du papier en Alsace", *Revue d'Alsace*, 99-1960, pp.39-80. Josepa CORTES, "Filigranes medievals de l'arxiu municipal de Sueca (1399-1500)", *Cuaderns de Sueca*, 5-1984, pp. 9-

transport et de commercialisation, les prix et les quantités ; et ce, de manière homogène pour toute l'Europe à partir du XIV^e siècle.

Il est plus que probable que les trésors fournissent une bonne image de la circulation des espèces à l'endroit et au moment de leur dépôt en terre¹⁰⁷. Or les trésors médiévaux connus se chiffrent par milliers¹⁰⁸. Mais, malgré d'intéressantes initiatives¹⁰⁹, on manque encore cruellement de méthodes statistiques vraiment appropriées, si bien que les résultats pratiques demeurent très réduits. Il existe là une direction¹¹⁰ que, pour de multiples raisons, on pourrait déclarer prioritaire.

S'agissant de textes¹¹¹, la situation technique est peut-être encore pire. On voit en effet se développer très rapidement diverses procédures qui permettent de disposer sur support informatique de textes édités ; et l'on en tire des concordances déjà fort utiles, susceptibles d'accélérer les recherches lexicales. Mais l'étude statistique des distributions de vocables, et plus encore des liaisons entre vocables, demeure regrettablement sous-développée. Du coup, les études sémantiques n'avancent que très lentement. Mais il n'y a là nulle fatalité : lorsque des cartulaires, des chroniques, des ouvrages de théologie pourront être traités efficacement de cette manière, des surprises surviendront ; car il deviendra possible d'échapper aux suites de remarques ponctuelles enchaînées en fonction d'a priori plus ou moins incertains, pour faire ressortir des éléments de structure.

La statistique, discipline des comparaisons raisonnées, et si besoin est mesurées, apporte peu au dilettante ; pratiquée avec une technicité adéquate, elle constitue un outil puissant, particulièrement adapté à l'analyse des équilibres et des déséquilibres, des correspondances et des anomalies, des équivalences et des hiérarchies. L'économie médiévale a beaucoup à en attendre.

* * *

Le handicap actuel le plus grave de l'histoire économique est qu'elle ne se raconte pas. Car nous vivons un moment où la pratique professionnelle dérive : on peut, dans les instances adéquates, reprocher à un collègue son "manque de contacts", sa "faible visibilité", il ne viendrait à l'idée de personne de faire grief d'une "indigence des outils notionnels utilisés" (ce serait agressif et indécent). Le goût de l'exotique et le fidéisme font un excellent ménage : raconter des histoires, oui ; contribuer au progrès de la science historique, prétention absurde !

Hors même de cette conjoncture, l'histoire économique des périodes anciennes est dans une position intenable par nature, puisqu'elle apparaît presque nécessairement comme ayant partie liée avec une forme ou une autre de critique de l'économie politique, c'est-à-dire des dogmes essentiels à la légitimité de l'ordre bourgeois. Le rejet de la croyance en l'universalité des formes mercantiles de l'organisation sociale, qui est une condition de départ

47.

107 T.R. VOLK, "Mint output and coin hoards", in Georges DEPEYROT & Tony HACKENS (éds), *Rythmes de la production monétaire de l'Antiquité à nos jours*, Louvain-la Neuve, 1987, pp. 141-221.

108 Pour la France, le corpus est en voie de parution : Jean DUPLESSIS, *Les trésors monétaires médiévaux et modernes découverts en France. I. 751-1223*, Paris, 1985.

109 Hansheiner EICHHORN, *Der Strukturwandel im Geldumlauf Frankens zwischen 1437 und 1610. Ein Beitrag zur Methodologie der Geldgeschichte*, Wiesbaden, 1973. Joachim SCHÜTTENHELM, *Der Geldumlauf im südwestdeutschen Raum vom Riedlinger Münzvertrag 1423 bis zur ersten Kipperzeit 1618. Eine statistische Münzfundanalyse unter Anwendung der elektronischen Datenverarbeitung*, Stuttgart, 1987.

110 On doit signaler l'excellente présentation du potentiel des méthodes statistiques appliquées aux objets par François DJINDJIAN, *Méthodes [statistiques] pour l'archéologie*, Paris, 1991.

111 A. GUERREAU, "Pourquoi (et comment) l'historien doit-il compter les mots ?", *Histoire & Mesure*, IV-1/2, 1989, pp. 81-105.

de la réflexion sur l'économie médiévale, va directement à l'encontre du rôle social essentiel de l'historien.

Pourtant, l'étude de l'économie du Moyen Age demeure la *via regia* pour une approche rationnelle de la civilisation de l'Europe médiévale. Car la manière dont une société s'organise pour ajuster les contraintes de son environnement et de ses besoins matériels aux nécessités de sa reproduction et de sa logique internes, cette manière toujours spécifique a au moins deux avantages majeurs : laisser une documentation variée, abondante et résistante ; être constituée de processus qui, par leurs implications matérielles, se prêtent bien moins aisément que d'autres aux envolées de la fiction (à tout le moins permettent un rejet de l'improbable plus simple et plus efficace).

Or il se trouve que nos connaissances de cette documentation matérielle s'améliorent rapidement. Des outils pratiques de traitement systématiques tant des objets que des textes sont d'un emploi de plus en plus courant (micro-informatique). Manquent surtout les outils conceptuels appropriés. Que quelques médiévistes prennent cette difficulté à bras le corps, et des progrès se manifesteront, qui pourraient modifier sensiblement l'ensemble de nos représentations de l'Europe médiévale.

Alain Guerreau
C.R.H.-C.N.R.S.